

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 25 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°132 ■

Chronique Eco

**Les enjeux économiques créent des défis et appellent à l'action**

P 16

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

## La coopération algéro-portugaise renforcée

Le président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier mercredi à Lisbonne, conjointement avec le Premier ministre portugais, M. Antonio Costa, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans divers domaines de partenariat et de coopération entre l'Algérie et le Portugal.

P 3



AFRIQUE

## Une croissance économique de 4% prévue en 2023

Le PIB du continent africain devrait croître de 4% durant l'année en cours, une croissance qui devrait se consolider en 2024, avec un taux de 4,3%, selon les prévisions annoncées hier mercredi par la Banque Africaine de Développement (BAD).

P 3

ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2024

## Lancement du dialogue budgétaire dès dimanche prochain

Le ministère des Finances se prépare pour l'élaboration de la première mouture de l'avant projet de loi des Finances 2024. Une note d'orientation a été déjà transmise, le 2 mai dernier, pour les secrétaires généraux des 33 ministères et autres responsables de 17 institutions publiques pour faire des prévisions et cerner les dépenses pour l'exercice de 2024.

P 5

PÉTROLE

## Les prix du brut poursuivent leur hausse

Les prix du brut poursuivaient leur hausse initiée la veille après l'avertissement du ministre saoudien du pétrole contre les paris sur la poursuite des baisses de cours, à l'approche de la prochaine réunion ministérielle de l'Opep+.

P 4

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، صح جيون

PROJETS D'AMÉNAGEMENT DE «DOUNIA PARC» ET DE LA FAÇADE MARITIME

DES «SABLETTES»  
**Le wali d'Alger insiste sur le respect des délais de réalisation**

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi, a inspecté les deux projets d'aménagement du parc «Dounia» et de la façade maritime des «Sablettes», insistant sur l'impératif d'accélérer la cadence des travaux et la livraison des deux projets dans les délais fixés, indique un communiqué de la wilaya. Le wali d'Alger a inspecté le projet d'aménagement du parc «Dounia» qui s'étend sur une superficie globale de 196 hectares, ainsi que les travaux d'aménagement des voies et pistes cyclables, des aires de jeu et de détente, en plus de l'éclairage public au niveau de six parkings d'une capacité d'accueil de 5000 véhicules, et l'opération de fixation mécanique et biologique des pentes par la plantation de 11950 arbustes pour limiter l'érosion des sols. M. Rabhi a inspecté également le projet d'aménagement de la façade maritime des «Sablettes» dont la première tranche prévoit des travaux d'aménagement d'un port de plaisance de la navette maritime qui transporte les visiteurs au port d'El Djamilia (Ain Benian), et au port de Tamentfoust (El-Marsa), ainsi que la réalisation d'un quai d'une capacité d'accueil de 100 petits bateaux, et l'aménagement d'une petite plage artificielle d'une capacité d'accueil de 500 personnes, le taux d'avancement des travaux ayant atteint 80%. Au terme de sa visite aux deux sites, M. Rabhi a souligné l'impératif d'accélérer les travaux pour la livraison des deux projets dans les délais fixés».

R.E.

SNIRVEU'23

## Cap sur la réutilisation des eaux usées

L'innovation, la réutilisation, la valorisation des eaux ne sont pas restreintes à un seul secteur, ni concentrées dans une seule spécialité, mais elles sont élargies à l'hydraulique, la biologie, la chimie, le génie des procédés, l'informatique, l'électronique et même la réglementation liée à la réutilisation des eaux usées. C'est ce que Hadj Ahmed Abbas, président du Séminaire national sur l'Innovation pour la Réutilisation et la Valorisation des Eaux Usées (SNIRVEU'23), a indiqué à l'ouverture de cet événement important organisé par le Centre de recherche en Environnement (CRE).

Par Silimane T

Il a également indiqué que « l'objectif du SNIRVEU'23, en termes de résultats, est de regrouper les universitaires avec les représentants du secteur socio-économique, car la réutilisation des eaux usées n'est pas le souci et la mission d'un seul secteur ni d'une seule spécialité ; il n'en est pas, en ce sens, dévolu au ministre des Ressources en eau seul, mais aussi, à celui de l'Environnement et même de l'Agriculture. D'où l'acte de les associer tous, notamment, le ministre du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à la formulation des solutions et procédés liés à la réutilisation et valorisation des eaux usées ». Enfin, Abassi a tenu à indiquer que « les eaux usées peuvent être un problème, comme elles peuvent être la solution. » Pour sa part, le Professeur Hafedh Abdelmalek, de l'Université de Carthage et de la Faculté des sciences de Bizerte, qui a présenté la première communication de la Journée, plaide pour des solutions à l'échelle des particuliers comme étape-pilote, à savoir « recycler les deux tiers de la consommation de l'eau domestique (douche et sanitaires, par exemple) avec la régulation de l'Etat en associant à cette solution les architectes pour le recyclage de l'eau. »

A l'échelle des villes, Hafedh Abdelmalek propose d'utiliser l'eau des stations d'épuration pour l'arrosage des jardins publics et les espaces publics. Quant aux eaux issues des stations d'épuration qui ne sont pas conformes aux normes internationales, Pr Abdelmalek préconise de les utiliser pour l'irrigation dans le Sahara, via des canalisations et du sable calibré, et dont la filtration permet d'atteindre le Zéro kilomètre, Zéro Kilo dollars et Zéro déchets. Il prône aussi le recours aux vagues vertes, sorte d'oasis et de forêts assez denses adaptés au milieu saharien, devant contribuer à provoquer la pluviométrie et assurer la biodiversité. Dans la même veine, Mohammed Seif Allah Kechbar, Directeur du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, a rappelé que « le SNIRVEU'23 s'inscrit en droite ligne des orientations de l'Etat algérien, encourageant l'agriculture, en ce sens, qu'il contribue à la formulation de solutions de trouver remède à la problématique de l'eau dont est confrontée cette agriculture. » Le Centre de Recherche en Environnement (CRE), organise les 23 et 24 mai 2023 à l'Hôtel Sabri à Annaba, le séminaire national sur l'Innovation pour la Réutilisation et la Valorisation des Eaux Usées (SNIRVEU'23). Trois thématiques sont retenues par le CRE. Il s'agit de : « technologies innovantes et

recherche au service des eaux usées », « réutilisation/recyclage/gestion des eaux usées », « veille réglementaire sur les eaux usées » Pour rappel, le SNIRVEU'23 a pu voir le jour grâce au CRE et l'Université d'Annaba en collaboration avec les professeurs des universités de Jijel, Sétif, Tebessa, Ouargla, Mostaganem, Tarf et Blida, ainsi que l'Institut

national de recherche forestière (INRF), le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), le Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC), le Centre de recherche en Biotechnologie (CRBTbold), l'École nationale supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral (Enssmal).

APN

## Audition des représentants des chambres nationales des huissiers de justice

La Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, mardi à Alger, des représentants de la Chambre nationale des huissiers de justice et de la Chambre nationale des commissaires-priseurs dans le cadre de la poursuite de l'examen du projet de loi modifiant et complétant la loi 06-03 portant organisation de la profession d'huissier de justice, indique un communiqué de l'APN.

A l'entame de la réunion marquée par la présence de représentants du ministère de la Justice, le président de la commission, Zohir Kheladi a souligné "l'importance du texte présenté devant la commission, qui vient contribuer à l'organisation d'une profession à laquelle est dévolu un rôle important dans l'application des décisions de justice et à améliorer le service judiciaire en général". Les membres de la commission ont écouté les représentants des deux chambres (huissiers de justice et commissaires-priseurs) qui ont "fait des propositions ayant concerné particulièrement les articles 07, 08, 09, 11, 12, 13, 40, 41 et 57 du projet de loi".

76E SESSION DE L'ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ À GENÈVE

## La politique nationale de santé présentée

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, mardi dans une allocution prononcée à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée mondiale de la Santé à Genève (Suisse), que l'Algérie appliquait une politique nationale de santé "claire, qui obéit au principe d'équité et des droits de l'Homme". M. Saihi a affirmé dans une allocution, que "la mise en œuvre d'une politique nationale de santé claire, qui repose sur le principe d'équité dans l'accès aux soins et des droits de l'Homme et soutenue par des programmes de santé de proximité, est l'approche adoptée par l'Algérie", laquelle, a-t-il dit, s'est engagée, à l'instar de plusieurs autres pays et à l'occasion de l'adoption du Plan 2030, à ne ménager aucun effort pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en œuvrant notamment à assurer une bonne santé et la prospérité pour tous. Dans ce cadre, poursuit le ministre, l'Algérie a mis en place "une politique visant à améliorer l'accès aux prestations sanitaires" afin de répondre aux

besoins de la population", ajoutant que la loi sur la santé, adoptée en Algérie en 2018 vient "consacrer la volonté politique pour mettre en place une politique de promotion de la santé et de prévention des maladies, comme le stipule la Constitution". L'augmentation du budget affecté au secteur de la Santé vise à "préserver la gratuité des services dans les domaines de prévention et de traitement", et à lever toute entrave financière empêchant la prise en charge médicale nécessaire. M. Saihi a souligné, en outre, qu'en dépit de l'approche globale adoptée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'améliorer l'accès aux médicaments et aux vaccins, il reste encore "plusieurs obstacles entravant les efforts consentis" pour réaliser les objectifs de développement durable et assurer une couverture sanitaire globale, insistant sur l'impératif de relever ces défis pour obtenir un cadre permanent pour la mise en place d'un environnement propice à l'innovation et aux activités principales pour la recherche et le développement dans le domaine de la santé. Il a estimé

que la réalisation de la couverture sanitaire globale pour un développement durable est un objectif principal pour l'amélioration de la santé et de la prospérité des citoyens. Il est impératif, poursuit le ministre, "de tirer les enseignements du Covid-19 en vue de créer des systèmes de santé plus résilients en mesure de riposter à tout phénomène sanitaire extraordinaire", sans oublier l'importance de la solidarité et de l'accès équitable aux soins à travers les mécanismes de la coopération bilatérale ou multilatérale en vigueur, ajoutant que "la levée des brevets sur les médicaments et les vaccins facilitent à nos concitoyens l'accès aux soins". Le ministre a rappelé que l'Algérie partage la vision ambitieuse et déterminée du Directeur général de l'OMS, notamment les grands défis que cette organisation doit relever à l'avenir à la lumière des perspectives du développement durable.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger  
Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

# La coopération algéro-portugaise renforcée

Le président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier mercredi à Lisbonne, conjointement avec le Premier ministre portugais, M. Antonio Costa, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans divers domaines de partenariat et de coopération entre l'Algérie et le Portugal.

Par Reda Hadi

**A** ce propos, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a procédé, avec son homologue portugais, M. Joao Gomes Cravinho, à la signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de la gouvernance numérique et de la modernisation de l'administration, d'un programme d'échange culturel pour la période 2023-2025, ainsi que d'une Déclaration d'intention portant sur le renforcement de la coopération bilatérale. De son côté, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mehdi Oualid a procédé, avec le ministre portugais de l'Économie et de la Mer, M. Antonio Costa Silva, à la signature d'un mémorandum d'entente relatif aux start-up et à l'innovation. Au troisième jour de sa visite d'État, le président Abdelmadjid Tebboune a procédé à l'ouverture en compagnie du Premier ministre portugais, M. Antonio Costa, du forum des hommes d'affaires algéro-portugais, qui tend à rapprocher les investisseurs des deux pays, à examiner les opportunités de coopération et de partenariat et à booster la coopération économique. Dans son allocution, le chef de l'État a mis en relief les grandes opportunités d'investissement offertes par le climat des affaires en Algérie, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement. Affirmant que ce texte assurait la protection de l'investisseur étranger et garantissait la stabilité du cadre juridique régissant l'investissement, le Chef de l'État a invité les hommes d'affaires des deux pays à explorer les moyens permettant de renforcer le partenariat économique en vue de dessiner les contours d'un avenir économique commun à la hau-



teur de la qualité des relations politiques et humaines entretenues par les deux pays et peuples. Les Portugais « connaissent très bien le niveau du climat des affaires en Algérie et exercent aisément leurs activités dans le pays », a-t-il ajouté, évoquant « les résultats positifs de l'économie algérienne qui a vu les exportations hors hydrocarbures s'élever à plus de sept (7) milliards USD durant l'année précédente, avec l'objectif d'atteindre 13 milliards USD à l'avenir ». L'Algérie qui s'est lancée dans la production de l'hydrogène vert dans le cadre du programme de développement des énergies renouvelables, proposera ses produits aux pays européens dans le cadre d'un « futur partenariat économique », a fait savoir le Président Tebboune. De son côté, le Premier ministre portugais a affirmé que les relations entre les deux pays « sont,

politiquement et économiquement, très solides », et que la visite du Président Tebboune permettrait de « raffermir les relations » algéro-portugaises. Il a également relevé la nécessité de « renforcer le partenariat entre les opérateurs des deux pays, notamment dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, du transport maritime, de l'énergie et des énergies renouvelables ». Par ailleurs, M. Costa a exprimé « l'intérêt tout particulier » que porte le Portugal au renforcement de la coopération économique avec l'Algérie, qui présente « une des économies les plus fortes du continent africain, un climat des affaires attractif, en plus d'être un important fournisseur d'énergie du Portugal ». Mardi le président portugais a offert un dîner en l'honneur du Président Abdelmadjid Tebboune, lors duquel a été relevée la profondeur

des relations historiques entre les deux pays et la convergence totale des vues autour des questions régionales et internationales. Dans son allocution lors de ce dîner, le Président Tebboune a indiqué avoir convenu avec le Président de Sousa, de faire de l'année 2023, une « année charnière pour la relance des échéances bilatérales majeures, en tête desquelles le Sommet bilatéral prévu pour le deuxième semestre de l'année en cours, que nous sommes en passe de préparer, dans le cadre du suivi des résultats du Groupe de travail conjoint sur la coopération économique tenu à Alger les 15 et 16 mai ». Le Président Tebboune s'est dit fier du partenariat entre les deux pays, un partenariat qu'il entend « œuvrer sans relâche à en consolider les acquis, à l'occasion de cette visite et lors des prochaines échéances bilatérales ».

CONFÉRENCE DE L'OAA À ALGER

## L'assurance agricole au cœur des priorités des assureurs africains

**L**es travaux de la 49ème conférence et Assemblée générale de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA), prévus du 27 au 31 mai courant à Alger, devraient aboutir à des solutions novatrices pour booster l'industrie des assurances, plus particulièrement l'assurance agricole qui est au cœur des priorités des assureurs africains, a affirmé mardi, Cherif Benhabiles, Vice-Président de l'OAA et président du Comité d'organisation local. « Face à l'ampleur des catastrophes naturelles, les propositions de cette rencontre devraient apporter des solutions qui permettraient d'améliorer la gestion des risques agricoles, renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs contre les aléas climatiques, et par la même, assurer la sécurité alimentaire des pays du continent », a expliqué M. Benhabiles à l'APS. Elu vice-président de l'OAA en 2022, le responsable a ajouté que les débats seront également focalisés sur les voies et moyens de convaincre les agriculteurs sur l'impératif de se protéger contre les sinistres et les aléas climatiques, déplorant que « très peu d'entre eux

le font ». « La branche agricole représente moins de 4% du marché africain des assurances évalué à 62 milliards de dollars », a-t-il argué. S'agissant l'Algérie, « le taux de couverture des risques agricoles ne représente que 3% sur un marché d'assurance estimé à 1,2 milliard de dollars », a fait savoir le responsable, précisant que « l'assurance concerne principalement la filière céréalière ». Également Directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), M. Benhabiles a souligné, par ailleurs, l'impératif de mettre en place de nouveaux dispositifs d'assurance adaptés en tenant compte de l'ampleur des calamités agricoles accentuée par les changements climatiques. « Ces catastrophes impactent lourdement les agriculteurs et endommagent leur récoltes », a-t-il prévenu, en évoquant les pertes agricoles enregistrées récemment au niveau de certaines régions de l'est du pays « affectées par la grêle et les inondations ». Organisé sous le thème : « La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire

en Afrique », la rencontre qui devrait regrouper plus de 1.700 participants dont des experts internationaux, des assureurs et réassureurs, permettra de mettre en avant l'importance de l'industrie des assurances dans le renforcement de la sécurité alimentaire. « Outre l'indemnisation financière des sinistres, la prévention et la gestion des risques représentent également les principales missions du secteur des assurances pour développer une agriculture durable et résiliente », a souligné M. Benhabiles. Cette rencontre sera l'occasion « d'échanger nos connaissances en s'appuyant sur les expériences réussies basées sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces », a-t-il ajouté. Cette rencontre continentale qui se tient dans une conjoncture économique marquée par l'aggravation des problèmes climatiques et les tensions politiques permettra de souligner l'importance de l'industrie de l'assurance en tant que levier de développement économique et social dans le continent, a-t-il conclu.

R E.

AFRIQUE

## Une croissance économique de 4% prévue en 2023

Le PIB du continent africain devrait croître de 4% durant l'année en cours, une croissance qui devrait se consolider en 2024, avec un taux de 4,3%, selon les prévisions annoncées mercredi par la Banque Africaine de Développement (BAD). Selon le rapport de la Banque sur les perspectives économiques en Afrique pour 2023, rendu public à l'occasion des 58èmes Assemblées annuelles de la BAD qui se tiennent du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh (Égypte), les perspectives pour la croissance économique du continent « restent positives et stables, avec un rebond prévu à 4% en 2023 et une consolidation supplémentaire à 4,3 % en 2024 ».

Le rapport, axé sur le thème choisi pour cette édition des Assemblées, à savoir « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique », souligne que le continent, avec une hausse de 3,8% du PIB en 2022, a réussi à réaliser une croissance supérieure à la moyenne mondiale durant la même année (3,4%), avec une augmentation du Produit intérieur brut dans tous les pays africains, sauf deux. Selon les projections de la BAD, 18 pays africains connaîtront des taux de croissance supérieurs à 5% en 2023, et leur nombre devrait passer à 22 en 2024.

« Malgré des vents contraires importants, l'Afrique a fait preuve d'une résilience remarquable face aux tempêtes de l'incertitude, comme en témoigne la consolidation prévue de la croissance économique à moyen terme. Cette résistance continue sera étayée par les améliorations attendues des conditions économiques mondiales, alimentées par la réouverture de la Chine et un ajustement à la baisse des taux d'intérêt », analyse le rapport, présenté par l'économiste en chef et vice-président par intérim de la BAD, Kevin Urama. Mais, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, les pressions inflationnistes ont augmenté en 2022, avec une inflation à deux chiffres enregistrée dans 18 économies africaines, ce qui a exercé, observe la BAD, une pression supplémentaire sur les budgets publics de ces pays. Ainsi, l'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique devrait passer de 14,2% en 2022 à 15,1% en 2023, avant de retomber à 9,5 % en 2024. Selon M. Urama, la publication de ce rapport sera suivie par la publication des rapports par pays en juillet.

R I

## PÉTROLE

## Les prix du brut poursuivent leur hausse

Les prix du brut poursuivaient leur hausse initiée la veille après l'avertissement du ministre saoudien du pétrole contre les paris sur la poursuite des baisses de cours, à l'approche de la prochaine réunion ministérielle de l'Opep+. Vers 09H50 GMT (11H50 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 1,87% à 78,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 2,08% à 74,43 dollars, précise l'agence AFP.

Le prince Abdelaziz ben Salmane, ministre saoudien de l'Energie, a en effet mis en garde mardi contre les paris sur la poursuite des baisses des prix du pétrole lors d'un forum à Doha.

« Je n'ai pas à montrer mes cartes, je ne suis pas un joueur de poker... mais je leur dirais simplement de faire attention », a-t-il déclaré, s'adressant aux investisseurs pétroliers, selon la presse financière. Le ministre de l'Energie du Qatar Saad Al-Kaabi a aussi averti lors du forum, que « le pire » était à venir pour les pénuries de pétrole et de gaz en Europe.

Ces déclarations interviennent un peu plus d'une semaine avant la prochaine réunion ministérielle début juin de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (OPEP+), dont l'Arabie saoudite est le leader de facto avec la Russie.

Certains membres de l'alliance avaient annoncé des réductions volontaires de leur production début avril, faisant grimper les cours du brut. Les prix ont depuis perdu du terrain avec les craintes croissantes de récession mondiale et de demande plus faible.

R. E.

## ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD

## Le ministre des Finances en Egypte

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est rendu ce mercredi à Charm el-Cheikh (Egypte), pour participer aux travaux des 58ème Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).

## Synthèse S R

La délégation conduite par M. Faid assistera aux sessions du Conseil des Gouverneurs de la Banque, dont celle consacrée à l'examen et l'approbation des rapports d'activités de la BAD, ainsi qu'à l'adoption de ses états financiers annuels, selon un communiqué du ministère. Le Conseil des Gouverneurs se penchera sur les priorités de la Banque qui concernent, notamment le défi que représente le financement d'un développement à faible émission de carbone, pour une croissance verte, équitable et durable en accord avec les objectifs climatiques, ainsi que le besoin de placer l'adaptation climatique au cœur des politiques économiques.

De même, le Conseil abordera la nécessité pour l'Afrique de réaliser son potentiel agricole afin de renforcer sa sécurité alimentaire.

Une ultime session sera consacrée à l'adoption des comptes-rendus officiels et la lecture du communiqué final devant sanctionner les travaux des Assemblées annuelles 2023.

Le ministre des Finances saisira l'occasion de sa présence aux travaux de ces Assemblées pour rencontrer ses homologues africains et des dirigeants d'institutions financières, en vue d'échanger sur l'évolution de la conjoncture économique internationale et les perspectives de croissance mondiale.

Ces rencontres constitueront également des opportunités pour "prospector de nouvelles pistes de coopération avec notre pays dans les multiples domaines de développement économique et social", selon le ministère.

Les Assemblées annuelles de la BAD de 2023, qui portent sur le thème "Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique", accueillent une représentation de haut niveau, comprenant des Chefs d'Etat et de Gouvernement, des

responsables d'institutions internationales et régionales, des organisations non gouvernementales et des acteurs clefs du secteur privé.

## Le nécessaire "remodelage" de l'architecture financière mondiale

Des responsables africains, entre chefs d'Etat et de gouvernement, ministres et experts, ont débattu, mardi à Charm el Cheikh en Egypte, les moyens de réussir une plus grande implication du secteur privé dans le développement durable du continent, à travers une action africaine commune dont la réussite exigerait un "remodelage" du rôle des institutions financières multilatérales dans le soutien de la croissance verte en Afrique.

Intervenant lors de l'ouverture des 58ème Assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement, les responsables africains présents à cette rencontre, qui réunit 4.000 participants représentant 81 pays, ont décortiqué l'épineuse question du financement d'un développement durable dans un continent dévasté par les effets des changements climatiques auxquels il contribue que très peu.

Les possibilités d'un "remodelage" du multilatéralisme financier afin de le rendre plus réactif aux menaces, notamment celles liées au changement climatique, mais aussi plus souple, plus inclusif, plus équitable et plus flexible a ainsi été au centre des débats ayant marqué le dialogue présidentiel de haut niveau sur l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement.

Convaincu que "l'avenir de l'Afrique est vert", le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a invité les pays développés à tenir leurs engagements en matière de soutien de l'action climatique en Afrique, des promesses jusque-là "non tenues", a-t-il regretté.

Soulignant que 45% des financements de la Banque en 2022 ont été destinés à aider des pays africains à faire face aux effets des changements climatiques, il a

énuméré les multiples initiatives engagées par la BAD pour soutenir l'action climatique dans le continent.

Mais pour mieux réussir cette démarche, M. Adesina propose une feuille de route axée sur plusieurs actions: des garanties aux institutions financières bilatérales et multilatérales pour faire face aux risques liés aux investissements verts, développer des projets bancables, mettre en place des plans nationaux de développement de l'économie verte et accompagner les industries vertes par des subventions étatiques, tout en encourageant l'émission d'"obligations vertes".

A son tour, Le président en exercice de l'Union Africaine (UA), Azali Assoumani, a appelé à l'augmentation des Droits de Tirage Spéciaux du FMI alloués aux pays du continent.

Des ressources supplémentaires qui doivent être "canalisées rapidement vers les pays qui en ont le plus besoin, y compris par le biais des banques multilatérales de développement", a-t-il préconisé, tout recommandant qu'une partie de ces ressources soit acheminée par le canal de la BAD.

Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi a, pour sa part, invité les organisations financières multilatérales à favoriser les investissements directs dans les pays africains et revoir les conditions d'octroi de crédits bonifiés au profit de ces pays.

Les travaux des Assemblées annuelles de la BAD, qui prendront fin vendredi, se poursuivent mercredi avec au menu une deuxième réunion du conseil des gouverneurs dans la matinée, tandis que l'après-midi sera marqué par le lancement des Perspectives économiques en Afrique pour 2023 sur e thème des assemblées.

## PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

## Vers le lancement d'un réseau arabe des Centres d'appui à la technologie et à l'innovation

Les participants aux travaux de la réunion régionale des centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) pour la région arabe qui ont débuté, mardi à Alger, examineront un plan d'action pour le lancement d'un réseau

arabe de ces centres.

Lors de cette rencontre de deux jours (23 et 24 mai), organisée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), avec le

concours de l'Office des brevets du Japon (JPO), le directeur du Bureau arabe de l'OMPI, Walid Abdelnasser, a estimé que "cette session qu'abrite l'Algérie, est historique non seulement parce qu'elle se tient en présentiel pour la première fois depuis le début de la pandémie de COVID-19, mais aussi parce qu'elle prépare le lancement d'un réseau régional arabe des CATI".

La création de ce réseau renforcera la coopération entre les pays arabes dans ce domaine ainsi que l'échange d'expériences entre les CATI, à même de leur permettre d'améliorer leur performance et de relever de manière coordonnée les défis auxquels ils sont confrontés", soulignant à ce propos que l'OMPI s'est engagée à apporter tout son soutien à ce réseau régional. Pour M. Abdelnasser, ce réseau a été approuvé par le Secrétaire général de la Ligue arabe, rappelant à ce propos une recommandation émise à cet effet lors d'une précédente réunion des bureaux de la propriété intellectuelle et des CATI arabes.

Saluant cette initiative, la représentante de la Ligue arabe, Walaa Mohamed Ahmed Naguib, a mis en relief les efforts pour coordonner l'action arabe commune dans le domaine de la propriété intellectuelle, sous la direction du Comité technique de la propriété intellectuelle au niveau de la Ligue arabe.

Pour sa part, le représentant du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Karim Djelili, a affirmé que la coopération "positive" avec l'OMPI avait permis de lancer plusieurs projets "importants", dont certains ont été déjà réalisés et d'autres inscrits, citant à ce titre la création d'un réseau national des CATI, l'élaboration de la stratégie nationale de la propriété intellectuelle et l'appui à la création de l'Académie nationale de la propriété intellectuelle.

Le ministère poursuivra l'appui des programmes visant à promouvoir la propriété intellectuelle et à accompagner davantage l'INAPI dans l'accomplissement de ses tâches, a-t-il indiqué.

## Signature d'un accord de coopération entre l'INAPI et l'office djiboutien ODPIC

La réunion régionale des CATI se tient à Alger, avec la participation de représentants de neuf pays arabes.

La première journée de la réunion a été marquée par l'organisation d'un atelier technique, au cours duquel a été relevé l'importance du développement des écosystèmes d'innovation et du rôle de la coopération régionale dans l'appui technologique, outre l'échange d'expériences et d'expertises dans la région arabe.

Afin de consacrer la coopération arabe dans le domaine de l'appui technologique, la réunion d'Alger a vu la signature d'un accord de coopération entre l'INAPI et son homologue djiboutien, en l'occurrence l'Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC).

L'accord a été signé par le directeur de l'INAPI, Abdelhafid Belmehdi et son homologue djiboutien, Ahmed Mohamed Osman.

Dans une déclaration à l'APS, M. Belmehdi a expliqué que l'accord s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la coopération technique sud-sud et constitue une première étape aux plans arabe et africain pour l'échange et la coordination en matière des CATI.

Pionnière en la matière, et forte de 109 CATI, l'Algérie contribue significativement avec d'autres pays à la promotion de l'innovation et de la propriété intellectuelle dans le monde arabe et le continent africain, a-t-il poursuivi.

De son côté, M. Osman a souligné, dans une déclaration à l'APS, l'importance de l'accord signé avec l'INAPI, saluant l'expérience algérienne en la matière et affirmant la volonté de son pays d'en tirer profit.

Par R E

ELABORATION DE LA LOI DES FINANCES 2024

## Lancement du dialogue budgétaire dès dimanche prochain

Le ministère des Finances se prépare pour l'élaboration de la première mouture de l'avant projet de loi des Finances 2024. Une note d'orientation a été déjà transmise, le 2 mai dernier, pour les secrétaires généraux des 33 ministères et autres responsables de 17 institutions publiques pour faire des prévisions et cerner les dépenses pour l'exercice de 2024.

Par Sirine R

Les responsables de ces institutions ont une période allant du 28 mai au 13 juin prochain pour mener des discussions budgétaires et faire des prévisions sur leurs besoins en matière de dotation budgétaire. L'annonce a été faite hier par Mme Ladraa Ilhem, directrice de la modernisation des systèmes budgétaires à la direction générale du budget au ministère des Finances, qui s'exprimait sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III ». Toutefois, les responsables financiers de chaque département doivent prendre en considération les clauses de la loi organique 18-15 entrée en vigueur cette année 2023, dont la budgétisation est par programme. Ce dernier étant « un ensemble de crédits concourant à la réalisation d'une mission spécifique relevant d'un ministère ou d'une institution publique et définie autour d'un ensemble cohérent d'objectifs précis et en associant

des indicateurs de performances à chaque programme », précise la même responsable. Selon les explications de Mme Ladraa, la budgétisation par programme suppose, entre autres, la définition des résultats et l'évaluation systématique des performances. Et d'ajouter : « la gestion axée sur le résultat (GAR) vise à mettre en place trois principes : la responsabilisation des gestionnaires qui doivent rendre compte de leur gestion, avec obligation de résultats, la transparence et l'identification des indicateurs de performance en vue de mesurer le rendement ». Cette nouvelle gestion est accés donc sur les résultats et les performances, en passant de la logique des « moyens » à une logique de résultats. En somme, la nouvelle approche du ministère des Finances vise en premier lieu à la rationalisation des dépenses et en finir avec le gaspillage de deniers publics. « Ce nouveau cadre budgétaire a introduit des mécanismes pour rationaliser la dépense d'une manière efficace et efficiente et d'une manière performante, à travers la transparence budgétaire, l'amélioration et présentation budgétaire. On retrouve le cadrage budgétaire à moyen terme : planifier les dépenses et les objectifs dans une contrainte budgétaire. On doit être performant », précise la responsable au ministère des Finances. Tous ces changements s'inscrivent dans le cadre des réformes engagées par l'Algérie. « Notre pays s'est engagé dans un vaste chantier de réformes, dont celui des finances publiques, avec comme objectif l'instauration de nouvelles règles pour la bonne gouvernance des finances publiques », a-t-elle précisé. C'est cette année, 2023, annonce-t-il, que la réforme du secteur des finances est mise en œuvre et visant l'instauration de nouvelles règles pour une bonne gouvernance des finances publiques. Pour réussir dans la mise en œuvre de cet outil de la gouvernance et de gestion du budget, des investissements ont été consenti en matière de la formation de la ressource humaine. D'ailleurs, depuis la promulgation de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), des programmes de formations ont

été lancés et la publication de 25 documents postés en lignes sur le site du ministère des Finances et destinés aux ministères et acteurs qui interviennent dans l'exécution budgétaire. Concernant le contrat de performance, la responsable a précisé que ce dernier est l'un des instruments pour mettre en place la démarche de performance pour mesurer l'exécution du programme. Quant aux indicateurs de performances, trois axes principaux seront pris en considération, à savoir l'efficacité socioéconomique, la qualité de services et l'efficience. Le ministre des finances avait déclaré que chaque structure du ministère doit se doter d'un contrat de performance et suivre la performance. En termes clairs, chaque structure sera dotée dans un tableau de bord pour atteindre les objectifs dans un délai fixé et les objectifs des indicateurs de performances. À titre d'exemple, la direction des impôts a fixé comme objectif d'atteindre la mobilisation des ressources pour la couverture des dépenses de fonctionnement.

Le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb a affirmé mardi à Alger que l'Algérie œuvrait constamment à suivre les meilleures pratiques internationales en matière de gestion des établissements pénitentiaires, et de prise en charge des détenus et leur réinsertion. M. Zreb s'exprimait à l'ouverture d'un colloque international sur le développement du système pénitentiaire en Algérie, organisé par le ministère de la Justice en collaboration avec la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale (IRZ). Il a affirmé, dans ce cadre, que le partenariat avec la IRZ "s'inscrivait dans le cadre de la politique adoptée par le pays pour adapter l'expérience algérienne aux meilleures pratiques internationales en matière de gestion des établissements pénitentiaires, et de prise en charge des détenus, notamment dans le volet ayant trait au respect des droits de l'Homme". Cette coopération, poursuit le même responsable, a permis de développer le système carcéral grâce à l'instauration de nouvelles méthodes de gestion des établissements pénitentiaires, la prise en charge des détenus, et l'implication de la société civile dans la politique de réinsertion sociale de cette catégorie. Ce partenariat représente "une véritable opportunité pour développer les compétences du personnel pénitentiaire, et partager l'expérience algérienne en la matière", a-t-il estimé. Le DG de l'Administration pénitentiaire a mis en exergue en outre le rôle de la société civile à travers l'accompagnement de la politique de l'Etat visant à préparer les détenus à la vie sociale et professionnelle après achèvement de la peine, grâce à de nombreuses mesures prises en la matière, à l'instar des formations professionnelles, et la possibilité de passer les examens du BEM et du Baccalauréat, des facteurs clés qui facilitent, a-t-il dit, leur préparation à la vie professionnelle et à diminuer le phénomène de récidive. Il a indiqué que l'ouverture des établissements pénitentiaires aux organisations et aux acteurs de la société civile avait grandement contribué au développement de la politique de l'Etat en matière de prise en charge des détenus notamment dans le volet des droits de l'Homme. Pour sa part, le président du bureau d'Afrique à la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale, M. Mohamed Montasser Abidi, a qualifié l'expérience de l'Algérie en matière de gestion des établissements pénitentiaires de "pionnière à tous les niveaux" grâce aux réformes initiées en vue de promouvoir la prise en charge des détenus conformément aux standards internationaux. Il a affirmé que l'expérience de l'Algérie, qui "a adopté depuis des années une nouvelle démarche basée sur la réintégration des détenus pour prévenir le phénomène de récidive", peut devenir un modèle à suivre pour les pays frères et africains.

ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

## L'Algérie œuvre à suivre les meilleures pratiques en matière de gestion

Le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb a affirmé mardi à Alger que l'Algérie œuvrait constamment à suivre les meilleures pratiques internationales en matière de gestion des établissements pénitentiaires, et de prise en charge des détenus et leur réinsertion.

M. Zreb s'exprimait à l'ouverture d'un colloque international sur le développement du système pénitentiaire en Algérie, organisé par le ministère de la Justice en collaboration avec la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale (IRZ).

Il a affirmé, dans ce cadre, que le partenariat avec la IRZ "s'inscrivait dans le cadre de la politique adoptée par le pays pour adapter l'expérience algérienne aux meilleures pratiques internationales en matière de gestion des établissements pénitentiaires, et de prise en charge des détenus, notamment dans le volet ayant trait au respect des droits de l'Homme".

Cette coopération, poursuit le même responsable, a permis de développer le système carcéral grâce à l'instauration de nouvelles méthodes de gestion des établissements pénitentiaires, la prise en charge des détenus, et l'implication de la société civile dans la politique de réinsertion sociale de cette catégorie.

Ce partenariat représente "une véritable opportunité pour développer les compétences du personnel pénitentiaire, et partager l'expérience algérienne en la matière", a-t-il estimé.

Le DG de l'Administration pénitentiaire a mis en exergue en outre le rôle de la société civile à travers l'accompagnement de la politique de l'Etat visant à préparer les détenus à la vie sociale et professionnelle après achèvement de la peine, grâce à de nombreuses mesures prises en la matière, à l'instar des formations professionnelles, et la possibilité de passer les examens du BEM et du Baccalauréat, des facteurs clés qui facilitent, a-t-il dit, leur préparation à la vie professionnelle et à diminuer le phénomène de récidive.

Il a indiqué que l'ouverture des établissements pénitentiaires aux organisations et aux acteurs de la société civile avait grandement contribué au développement de la politique de l'Etat en matière de prise en charge des détenus notamment dans le volet des droits de l'Homme.

Pour sa part, le président du bureau d'Afrique à la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale, M. Mohamed Montasser Abidi, a qualifié l'expérience de l'Algérie en matière de gestion des établissements pénitentiaires de "pionnière à tous les niveaux" grâce aux réformes initiées en vue de promouvoir la prise en charge des détenus conformément aux standards internationaux.

Il a affirmé que l'expérience de l'Algérie, qui "a adopté depuis des années une nouvelle démarche basée sur la réintégration des détenus pour prévenir le phénomène de récidive", peut devenir un modèle à suivre pour les pays frères et africains.

R N.

ADMINISTRATION FISCALE

## Une série d'indicateurs pour améliorer la performance

Une série d'indicateurs ont été élaborés lors de la conférence annuelle des cadres dirigeants de l'administration fiscale, afin d'améliorer les performances de cette structure et renforcer ses capacités, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Finances. Selon le communiqué, le ministre du secteur, Laaziz Faïd, a indiqué dans son discours lors de la cérémonie de clôture, tenue lundi, que les ateliers, organisés dans le cadre de cette conférence annuelle, ont permis de dégager des indicateurs de performance "qui joueront un rôle crucial dans le suivi des réalisations de chaque axe d'intervention". Ils permettront également "d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place et d'apporter les ajustements nécessaires pour atteindre les objectifs fixés", souligne le ministre cité dans le communiqué.

"A l'issue des travaux de ces ateliers, des indicateurs de performance ont été arrêtés suivant les orientations stratégiques de la Direction générale des impôts répondant à un objectif principal qui est la mobilisation des recettes fiscales ordinaires permettant de couvrir à terme les dépenses de fonctionnement", a-t-il ajouté. Ces indicateurs, souligne M. Faïd, permettront l'évaluation des performances de chaque cadre dirigeant suivant les actions planifiées de manière à assurer un meilleur service public et à accroître les ressources de l'Etat dans une démarche de bonne gouvernance. M. Faïd a également précisé que ces ateliers ont permis de mettre en évidence les contraintes et les obstacles auxquels l'administration fiscale est confrontée, estimant que "ce constat permettra de mettre en place des solutions adaptées pour atteindre les ob-

jectifs arrêtés".

A noter que la deuxième et dernière journée de la conférence, tenue sous le thème de la gestion par la performance, a été marquée par la tenue de quatre ateliers sur les thématiques du "recensement et l'immatriculation de la population fiscale", "les nouvelles orientations en matière de contrôle fiscal et de la recherche de l'information", "l'apurement des restes à recouvrer et la relance du recouvrement" ainsi que "la valorisation des ressources et la numérisation". Au cours de ces ateliers, "d'importants débats ont eu lieu et des axes d'intervention clés ont été identifiés pour la DGI qui permettront à l'administration fiscale de renforcer ses capacités et de mettre en place des actions concrètes pour l'amélioration de sa performance".

R E.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

## Plus de 11 millions de citoyens détenteurs de la carte Edahabia

Plus de 11 millions de citoyens sont actuellement détenteurs de la carte de paiement électronique "Edahabia", alors que ce nombre ne dépassait pas les 6 millions de cartes en 2020, a-t-on indiqué auprès du ministère de la Poste et des Télécommunications. "Le nombre de cartes Edahabia d'Algérie Poste en circulation a dépassé le seuil des

11 millions de cartes, alors que ce nombre ne dépassait pas les 6 millions de cartes début 2020", a-t-on précisé de même source. La généralisation de l'usage de la carte bancaire Edahabia s'inscrit dans le cadre de la promotion du paiement électronique en Algérie, une démarche qui n'a été possible que grâce au développement de l'infrastructure nécessaire

et de la plateforme monétaire d'Algérie Poste, a-t-on expliqué. La carte Edahabia joue également un rôle important dans la réduction des tensions dans les bureaux de poste, et ce grâce aux retraits aux niveaux des guichets automatiques de billet de banque (GAB), récemment renforcés par l'installation de 600 guichets supplémen-

taires, soit une augmentation de plus de 40%. Il est à noter que les titulaires de la carte de paiement Edahabia et de la carte bancaire peuvent utiliser indifféremment les moyens de retrait et de paiement d'Algérie Poste et des banques, et ce dans le cadre de l'accord d'interopérabilité entre leurs deux plateformes de paiement.

R E.

TÉBESSA

## Réception "avant fin 2023" du projet de rénovation de la ligne minière Djebel El Onk-Oued Kebrit

La ligne ferroviaire minière reliant le site de Djebel El Onk (extrême Sud de Tébessa) à Oued Kebrit (wilaya de Souk Ahras) en cours de rénovation et de modernisation sera mise en service "avant la fin de l'année 2023", a annoncé lundi le wali de Tébessa Saïd Khelil.

"Les hautes autorités du pays ont fixé pour la fin de l'année en cours la réception de ce projet et son entrée en exploitation", a déclaré à la presse le wali, en marge de l'inspection des chantiers de ce projet, assurant que "tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour sa réception dans les délais fixés".

Ce projet qui porte sur la rénovation, le dédoublement, la modernisation et l'électrification de cette ligne sur 177 km affiche actuellement un taux d'avancement des travaux de 65 %, a précisé M. Khelil. Les chantiers du projet, a-t-il souligné, ont été renforcés et le système 3x8 a été désormais mis en place à leur niveau en application des instructions centrales.

Toutes les entraves qui bloquaient le projet ont été levées, notamment celles liées à l'expropriation de certains citoyens et agriculteurs et leur indemnisation pour le dédoublement de la ligne et la réalisation de 13 gares ferroviaires de transport des marchandises, des produits miniers et des voyageurs, a ajouté le wali, assurant que les travaux sur les deux tronçons Oued Kebrit-Tébessa et Tébessa-Djebel El Ok avancent à "un rythme assez bon".

Une fois opérationnel, ce projet permettra de porter les capacités de production nationales de phosphate de 2 millions tonnes à 6 millions tonnes par année sur le court terme à plus de 10 millions tonnes sur le long terme de sorte à consolider la dynamique de développement, diversifier les revenus nationaux, réduire la dépendance envers les hydrocarbures et générer des emplois directs et indirects, a indiqué le chef de l'exécutif de Tébessa.

Cette ligne ferroviaire minière, a relevé le wali de Tébessa, est appelée à dynamiser le développement dans cette wilaya frontalière et lui ouvrir des perspectives économiques prometteuses en permettant le transport annuel de près de 10 millions tonnes de minerais de Bled El Hadba et Djebel El Onk vers les complexes et usines de transformation, d'attirer des investisseurs, générer des emplois et consolider les recettes hors hydrocarbures.

SETIF

## Ouverture de la 3<sup>ème</sup> édition du salon national Sétif Export

La troisième édition du salon national Sétif Export s'est ouverte mardi au palais des expositions El Maabouda de Sétif avec la participation de 50 entreprises exposantes des deux secteurs public et privé.

**L**e volume des exportations de la wilaya de Sétif suit depuis quelques années une courbe ascendante à la faveur des incitations et des facilités accordées par l'Etat et l'amélioration du climat des affaires à l'échelle nationale", a déclaré le wali Mohamed Lamine Deramchi qui a présidé l'ouverture de cette manifestation économique initiée par la Chambre du commerce et de l'industrie, CCI El Hidhab.

Ce volume des exportations de la wilaya depuis le début de l'année en cours à ce jour a cru de 25 % comparativement à la même période de 2022, a précisé le wali, ajoutant que "les produits exportés ne se limitent plus au plastique mais incluent désormais des matériaux de construction et de céramique, des produits dirigés vers l'Italie et l'Espagne". Les efforts de l'Etat pour libérer les initiatives des investisseurs



ont permis de réaliser un bond qualitatif dans ce domaine, a ajouté le responsable de l'exécutif local qui a souligné que la wilaya compte aujourd'hui 30 opérateurs ayant exporté durant les seuls quatre derniers mois 182 produits divers vers plus de 15 pays. Il s'est dit en outre optimiste quant à la possibilité d'augmenter

le volume des exportations de la wilaya notamment vers les marchés africains demandeurs du produit algérien. Le wali a visité les stands du salon qui durera trois jours et s'est entretenu avec les exposants qui lui ont fait part de leurs préoccupations relatives notamment à l'augmentation des charges de transport.

Le directeur général de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI), Hocine Zaoui, a indiqué à l'APS être présent aujourd'hui à Sétif pour "soutenir l'exportation des productions algériennes dans le cadre de la transition économique que vit actuellement l'Algérie".

"Actuellement, toutes les entreprises industrielles algériennes productrices réfléchissent sérieusement à pénétrer les marchés étrangers, ce qui constitue un défi inévitable", a indiqué Hocine Zaoui, relevant que "depuis l'indépendance (du pays) à 2020, nous parlions d'une valeur annuelle de 800.000 dollars ou un (1) milliard de dollars des exportations hors hydrocarbures réalisée par l'Algérie et le plus grand chiffre jamais atteint a été de 1,8 milliard de dollars, alors qu'en 2022 la valeur réalisée avait atteint les sept (7) milliards de dollars.

FILIÈRE DATTES

## Campagne de vulgarisation des mécanismes d'exportation à Ouargla

**U**ne campagne de vulgarisation des mécanismes mis en place par les pouvoirs publics pour encourager l'exportation des dattes a été lancée lundi à Ouargla en direction des phoeniculteurs de la wilaya, à l'initiative de la direction des services agricoles (DSA). Organisée avec le concours des partenaires du secteur de l'agriculture, cette campagne vise à expliquer les facilités accordées par l'Etat pour la promotion de la commercialisation de ce produit et l'encouragement des producteurs à s'impliquer dans le monde de l'exportation et à conquérir les marchés internationaux. Dans ce cadre, le directeur de la Chambre du commerce de l'industrie (CCI-Oasis) d'Ouargla, Sadek Khelil, a exposé les différents mécanismes et avantages offerts aux producteurs et exportateurs dans le but de promouvoir l'exportation hors hydrocarbures, dont la prise en

charge des frais de transport, de transit, en sus de l'organisation de sessions de formation sur l'exportation et l'établissement de certificats de conformité du produit. Faisant partie des potentielles régions phoenicoles du pays, la wilaya d'Ouargla, qui compte un seul opérateur économique versé dans l'exportation des dattes, demeure en quête d'entités versées dans le traitement, l'emballage et le conditionnement des dattes. Un état de fait qui, requiert, selon l'intervenant, de fournir davantage d'efforts pour le développement de cette filière et promouvoir les opportunités d'exportation. De son côté, le représentant de la DSA d'Ouargla, Fatih Boubekri, a mis en avant les efforts déployés par l'Etat en termes de développement de la richesse phoenicoles par l'intensification des opérations de mise en valeur des terres, la création de nouveaux périmètres, l'ouverture de pistes agri-

coles, l'électrification, l'intensification de la richesse phoenicoles, le rajeunissement des palmiers et la réhabilitation des anciennes palmeraies. La surface phoenicoles n'a cessé de gagner du terrain pour passer cette dernière décennie (2014-2023) de 9 565 ha à 10 790 ha, soit une moyenne annuelle d'extension de 136 ha, en plus de l'accroissement de la production dattière, a relevé le même responsable. Lancée depuis la maison de la Culture Moufidi Zakaria d'Ouargla, cette campagne qui se poursuivra jusqu'au 5 juin prochain, a été mise à profit pour évoquer des questions liées notamment aux conditions requises pour l'exportation, la protection de la richesse génétique des dattes et l'explication des consignes d'utilisation optimale des produits phytosanitaires pour le traitement du produit comestible. L'occasion a donné lieu également à l'organisation d'une exposition de dattes

et dérivés, soutenue par des affiches et dépliants sur les services offerts par les partenaires du secteur agricole en direction des agriculteurs et opérateurs par souci de promouvoir la production dattière, un segment jugé prometteur et créateur de richesses et d'emplois. Cette campagne de sensibilisation ciblera les agriculteurs et phoeniculteurs des communes d'Ouargla, Hassi-Benabdallah, N'goussa et Rouissat en leur présentant des orientations et conseils sur le respect du circuit technique, l'utilisation rationnelle des produits phytosanitaires, l'introduction de la filière dans le cursus de commercialisation avec l'implication des différentes entreprises et structures en relation avec la filière et sa promotion.

TOUGGOURT

## Mise en service de 20 transformateurs électriques en prévision de l'été prochain

**V**ingt (20) nouveaux transformateurs électriques (moyenne tension) ont été mis en service récemment dans la wilaya de Touggourt pour renforcer le réseau de distribution, dans le cadre de la mise en œuvre du programme (Été 2023), a-t-on appris mardi auprès des services de la Direction de distribution relevant de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

En plus de ces nouvelles installations électriques, réalisées à travers les différentes communes de la wilaya, il a été également procédé au raccordement de cinq (5) départs électriques (10/60 kilo-

volts) au nouveau transformateur principal au quartier de "Beni Jellab", et un nombre similaire des départs connectés au principal transformateur (60/30 kilovolts) au niveau du quartier "El-Moustakbal" (commune de Touggourt), ce qui permettra de réduire la charge sur la centrale électrique qui alimente le chef lieu de wilaya, a déclaré à l'APS, la chargée de communication à la direction de distribution, Mounia Bada.

Le programme des investissements de la Société, qui s'est vu attribuer 890 millions de dinars, consiste également en l'entretien et la réhabilitation de 11,5 km du réseau électrique (moyenne et basse ten-

sions), la réalisation de 30 départs et l'installation de six (6) disjoncteurs électriques afin d'assurer la continuité du service dans toutes les communes de la wilaya, a-t-elle ajouté.

La concrétisation de ce programme vise à améliorer la qualité du service de distribution de l'électricité et de répondre à la demande croissante en la matière, notamment durant la saison estivale. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer la qualité de service d'alimentation électrique durant l'été, a fait savoir la même source.

PLUS DE 200 MILLIONS DE PERSONNES SONT EN SITUATION DE FAMINE

# Agir face à une crise alimentaire mondiale

*Le monde traverse une crise alimentaire majeure : plus de 200 millions de personnes sont en situation de famine et d'urgence humanitaire. Et s'il est crucial de leur apporter une aide immédiate, il faut, en même temps, s'attaquer aux causes profondes de la faim et de l'insécurité alimentaire afin de renforcer la résilience aux chocs futurs.*

**L**es projections pour 2023 font état d'une montée de l'insécurité alimentaire aiguë qui dépassera les niveaux records déjà enregistrés lors de la crise de 2007-2008. Plusieurs facteurs se conjuguent aujourd'hui pour entraîner une hausse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : à l'aggravation de la pauvreté et la désorganisation des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie de COVID-19 sont venues s'ajouter la guerre en Ukraine, la flambée de l'inflation et l'augmentation des prix des produits de base. Il s'agit d'une crise multiforme qui touche l'accès à la nourriture et les disponibilités alimentaires et qui aura des conséquences durables sur la santé et la productivité. La Banque mondiale a intensifié ses efforts pour accroître la sécurité alimentaire, réduire les risques et renforcer les systèmes agricoles à court et à long terme. Les gouvernements et les partenaires multilatéraux doivent agir de toute urgence pour éviter une crise alimentaire grave et prolongée.

## Une baisse de l'accessibilité et de la disponibilité des aliments sur fond de risques croissants

Dans la plupart des pays, les produits alimentaires ont connu une envolée des prix en 2022 qui met en péril l'accès à la nourriture, en particulier pour les ménages pauvres qui consacrent une grande partie de leurs revenus à l'alimentation et sont donc particulièrement vulnérables aux hausses des prix des denrées. Cette hausse de l'inflation alimentaire intérieure s'est inscrite dans le sillage d'une forte flambée des cours mondiaux des produits de base agricoles, exacerbée par la guerre en Ukraine. En octobre 2022, les prix mondiaux moyens du blé, du maïs et du riz affichaient une hausse de 18, 27 et 10 % respectivement par rapport à ceux d'octobre 2021. On assiste en même temps à

“  
**Les dépréciations monétaires, la hausse de l'inflation, la montée des taux d'intérêt et le spectre grandissant d'une récession mondiale risquent d'aggraver les problèmes d'accès à la nourriture**  
 ”

une diminution de l'offre alimentaire. En 2022, pour la première fois depuis dix ans, la production céréalière mondiale a diminué par rapport à l'année précédente. De plus en plus de pays doivent puiser dans leurs stocks et réserves pour combler les besoins, ce qui aggravera les choses si la crise actuelle se prolonge. En outre, la hausse des prix de l'énergie et des engrais — des intrants essentiels pour la production alimentaire — compromet la prochaine saison agricole, en particulier dans les pays et les régions qui sont des importateurs nets d'engrais comme l'Afrique de l'Est. Ces phénomènes ont déjà une incidence sur la santé. Parce que les ménages sont moins en mesure de se procurer un apport nutritionnel suffisant, de plus en plus d'enfants souffrent de retards de croissance et d'émaciation, tandis que les problèmes d'anémie progressent chez les femmes enceintes. Une étude internationale réalisée récemment par la Banque mondiale a montré que 42 % des ménages interrogés n'avaient pas eu accès à une alimentation saine ou nutritive au cours des 30 jours précédant l'enquête. Ces effets sur la santé ont des conséquences de longue durée sur la capacité des individus à acquérir des apprentissages et à travailler, et in fine à sortir de la pauvreté. La situation de la sécurité alimentaire mondiale est d'autant plus complexe qu'il ne faut pas se focaliser uniquement sur la crise immédiate. L'alourdisse-

ment du fardeau des dettes publiques, les dépréciations monétaires, la hausse de l'inflation, la montée des taux d'intérêt et le spectre grandissant d'une récession mondiale risquent d'aggraver les problèmes d'accès à la nourriture et de pénurie alimentaire, en particulier pour les pays importateurs. À tout cela s'ajoute le changement climatique, auquel le secteur agricole et alimentaire est particulièrement vulnérable, mais dont il est aussi un contributeur important, puisqu'il est à l'origine d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Or le rythme de croissance de la productivité agricole est insuffisant pour compenser les effets des dérèglements du climat, ce qui conduit à une multiplication des chocs alimentaires. Comme dans la Corne de l'Afrique, où des sécheresses à répétition sans précédent ont exacerbé l'insécurité alimentaire, précipitant la Somalie au bord de la famine.

## Gérer la crise et préparer l'avenir

Face à la menace d'une crise toujours plus grave, la Banque mondiale s'est mobilisée autour de quatre axes d'action : i) soutenir la production et les producteurs ; ii) faciliter une

“  
**Plusieurs facteurs se conjuguent aujourd'hui pour entraîner une hausse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : à l'aggravation de la pauvreté et la désorganisation des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie de COVID-19 sont venues s'ajouter la guerre en Ukraine**  
 ”

hausse du commerce des denrées et des intrants ; iii) soutenir les ménages vulnérables et iv) investir dans une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. L'institution a déployé un montant de plus de 26 milliards de dollars pour financer des interventions visant à renforcer la sécurité alimentaire à court et à long terme dans 69 pays, dont des projets en cours dans 22 des 24 pays classés comme des « foyers de famine » par la FAO et le PAM, où les besoins sont les plus urgents. Depuis avril 2022, la Banque mondiale a décaissé 8,1 milliards de dollars, répartis à peu près également entre riposte à la crise et renforcement de la résilience à long terme. Au Cameroun, par exemple, le projet d'urgence contre la crise alimentaire va apporter à 98 490 bénéficiaires une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence avec l'appui du PAM. Soutenir les ménages vulnérables est indispensable, mais il faut aussi agir en amont. À cet égard, les gouvernements des pays exportateurs de produits alimentaires doivent prendre leur part pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale en s'abstenant de recourir à des interdictions d'exportation ou d'accumuler des stocks de nourriture. À plus long terme, les États pourront véritablement changer la donne en réorientant leurs politiques et dépenses publiques agricoles et en soutenant un système alimentaire plus résilient et durable qui profite directement à la santé, aux économies et à la planète. Toutes ces interventions et l'ensemble des financements récemment débloqués soulignent l'ampleur de la crise. Ils seront d'autant plus à même de l'atténuer grâce à des partenariats qui, à l'instar de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS), garantissent une action rapide, coordonnée et soutenue. C'est maintenant qu'il faut agir.

SOURCE : Banque Mondiale

## LIBYE

## Le champ pétrolier Al-Hakim de nouveau en production après 7 ans d'inactivité

La Libye poursuit son plan d'accroissement du plateau de production de brut à travers des opérations de réhabilitation des infrastructures mises à l'arrêt ou endommagées durant les années de troubles politiques.

En Libye, la compagnie publique du pétrole (NOC) a annoncé, mardi 23 mai, qu'elle a procédé avec succès, à la relance des activités de production du gisement de pétrole Al-Hakim opéré par sa filiale, la Zueitina Oil Company. L'opération initialement prévue depuis l'année dernière, intervient finalement cette année, soit sept ans après que les activités pétrolières sur le site aient été suspendues. Une avancée opérationnelle qui concrétise l'exécution réussie du plan de relance du site et des tests expérimentaux des installations de surface.

D'après la NOC, un des puits du gisement est déjà en production. L'objectif, précise la compagnie d'État, c'est d'atteindre un plateau d'au moins 3000 b/j d'ici la fin de l'année. D'autres puits producteurs devraient suivre pour soutenir ce projet.

Ce dernier s'inscrit dans un vaste programme de reprise de la production du brut libyenne annoncé il y a quelques mois. Après les perturbations qu'ont subies les activités pétrolières libyennes en 2022 du fait de l'instabilité politique dans le pays, l'industrie locale des hydrocarbures a retrouvé un certain dynamisme opérationnel.

## MAURITANIE

## Futur réservoir mondial d'hydrogène vert ?

Avec deux grands projets de production d'hydrogène vert, la Mauritanie s'affiche aujourd'hui comme le pays le plus attractif du continent pour les investisseurs en quête de ressources énergétiques propres. Sur les décennies à venir, le pays devrait jouer un rôle de premier plan sur la carte mondiale de l'économie verte de l'hydrogène.

"Le développement de l'énorme potentiel d'énergies renouvelables de la Mauritanie peut à la fois améliorer l'accès à une énergie abordable dans notre pays et permettre la conversion d'énergie propre en hydrogène vert". Le 22 juin dernier, le président de la République de Mauritanie, Mohammed Ould Cheikh El Ghazouani, annonçait ouvertement les ambitions de son pays en matière d'accélération de la lutte contre le réchauffement climatique dans la sous-région ouest-africaine, avec notamment le développement d'une industrie locale inté-

grée d'hydrogène vert.

Trois mois plus tard, un consortium composé de la compagnie britannique Chariot Limited et Total Eren annonce le lancement d'études de faisabilité afin de co-développer le projet Nour de production à grande échelle d'hydrogène vert en Mauritanie.

Au mois de mars dernier, c'est au tour d'un consortium dirigé par le groupe allemand Conjuncta qui annonce également son intention d'investir 32 milliards d'euros dans un projet d'hydrogène vert dans le pays. L'initiative a été lancée via la signature d'un accord avec la Mauritanie, le groupe énergétique émirati Abu Dhabi Future Energy Company (Masdar) et le fournisseur d'énergie égyptien Infinity.

"La baisse des coûts de production combinée à ce potentiel énergétique sans égal fait de la Mauritanie une destination prisée des investisseurs pour les énergies re-

nouvelables. Dans ce contexte, la Mauritanie adopte une position de pionnier dans le domaine des carburants du futur avec l'hydrogène vert", explique Baudouin de Petiville, consultant en intelligence économique chez Sésame.

## 8 millions de tonnes d'hydrogène vert par an

Selon l'Agence des Nations unies pour les énergies renouvelables, le potentiel de production des énergies vertes de la Mauritanie s'élèverait à quelque 4 000 gigawatts, mais pas seulement. La Mauritanie, comme l'avance l'Agence de Promotion des Investissements, "est l'un des pays les plus prédisposés à la production d'hydrogène vert, grâce à un potentiel important en énergie solaire estimé, selon les dernières statistiques disponibles, entre 2000 et 2300 kWh par mètre carré par an sur toute l'étendue du territoire national".

## TUNISIE

## La réforme du point de vue du FMI

Le FMI propose une stratégie basée sur quatre axes stratégiques, à savoir : auditer et réformer les entreprises publiques pour améliorer leurs performances, auditer et supprimer le soutien de l'Etat à ces entreprises, segmenter les activités des entreprises publiques en activités commerciales et activités non-commerciales afin de les préparer à la restructuration ou à la privatisation et réduire les barrières à l'entrée pour les autres concurrents.

Une rencontre-débat s'est tenue récemment à Tunis, portant sur la réforme des entreprises publiques imposée dans le cadre des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI). Organisé par l'Observatoire tunisien de l'économie, cet événement s'inscrit dans une série de rencontres-débats «OTE talk» sur la dette et les institutions financières internationales et leurs impacts.

## Des entreprises au carrefour des réformes FMI

Malgré la contribution des entreprises publiques au développement et leur rôle, pour le FMI, ces dernières représentent un fardeau dont l'Etat doit se débarrasser. D'un autre côté, l'institution voit que l'Etat doit changer la réglementation et réduire les avantages dont bénéficient les entreprises publiques pour «uniformiser les règles du jeu» et permettre aux acteurs privés d'être traités sur un pied d'égalité une fois le marché ouvert. En effet, dans son rapport publié

en septembre 2021 sous le titre «State-Owned Enterprises in Middle East, North Africa, and Central Asia : Size, Costs, and Challenges», l'institution explique que le soutien de l'Etat aux entreprises publiques «réduit l'espace budgétaire pour d'autres investissements prioritaires». Les auteurs continuent également, disant que des réformes de la gouvernance ne sont pas suffisantes et que les Etats doivent revoir «la justification de participer à de nombreuses activités économiques qui pourraient être mieux servies par les entreprises privées». C'est dans ce sens que le FMI recommande de réduire le rôle de l'Etat dans ces secteurs, et en conséquence, réduire son appui à ces entreprises, les transformer graduellement en structures similaires aux entreprises commerciales et ouvrir ces secteurs stratégiques à la concurrence. Parmi les arguments avancés par le FMI dans ce cadre-là, on cite notamment que l'appui aux entreprises publiques draine le budget de l'Etat, les entreprises publiques en situation exclusive

de monopole sont un frein au développement du secteur privé, les règles préférentielles et les possibilités dont disposent les entreprises publiques représentent des distorsions de marché... Ces points montrent que la logique du profit et du marché prime chez le FMI sur la notion du service public, et que les réformes des entreprises publiques sous-tendent en fait la libéralisation et la privatisation de ces services.

## Quelle stratégie de réforme recommandée ?

Pour le FMI, une réforme des entreprises publiques doit s'adapter aux spécificités de chaque pays et de chaque secteur d'activité, mais doit pouvoir aboutir au même résultat à savoir le désengagement de l'Etat en faveur du secteur privé. Pour ce faire, l'institution monétaire propose une stratégie qui se base sur 4 grands axes. Il s'agit tout d'abord d'auditer et réformer les entreprises publiques pour améliorer leurs performances tout en faisant le point sur la situation financière, la

gouvernance de ces entreprises et leur dépendance vis-à-vis de l'appui financier de l'Etat. Pour le FMI, qui propose le désengagement de l'Etat de certains secteurs stratégiques «qui peuvent être mieux gérés par les entreprises privées», l'Etat doit garantir l'évolution de la représentation de ces entreprises, ces structures substantiellement dépendantes de l'Etat, pour qu'elles fournissent un service à la portée des citoyens et rejoignent les rangs des entreprises commerciales. Et afin de réduire leur dépendance à l'égard de l'Etat, le FMI propose de restructurer les entreprises publiques et de revoir leur business plan. Il propose également que l'Etat fasse signer à ces entreprises des «Contrats de performance». Ces documents visent une migration graduelle vers un système de management efficace à travers la mise en œuvre de réformes de bonne gouvernance et l'instauration d'un contrôle de gestion fondé sur les performances.

## FRAUDE ÉLECTORALE EN ESPAGNE

## Le Maroc impliqué selon l'enquête préliminaire

Au moins neuf personnes ont été arrêtées lundi et mardi dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de fraude électorale, dont les premiers éléments de l'enquête confirment l'implication du Maroc.

"Une opération policière est en cours (...) dans le cadre de l'enquête judiciaire sur l'affaire des votes par correspondance. Plusieurs lieux ont été perquisitionnés dans la ville et plusieurs personnes ont été arrêtées", a indiqué dans la matinée la préfecture de cette enclave, précisant qu'au moins six personnes avaient été arrêtées mardi et trois lundi.

Selon le site espagnol El Confidencial qui s'est intéressé à cette affaire, de

hauts responsables des services d'information de la police et de la garde civile espagnole, ont émis le soupçon que Rabat a essayé d'assurer la présence de la Coalition musulmane pour Melilla (CPM) dans le gouvernement de la ville autonome pour augmenter son influence dans cette enclave stratégique.

"Nous avons des indices rationnels que le Maroc pourrait être derrière", a expliqué l'un des commandants de la police à El Confidencial.

Le média a précisé, par ailleurs, que les agents du Centre national de renseignement (CNI) estiment que les services secrets marocains auraient fourni des fonds à un réseau clandestin pour acheter plus de 10.000 votes par cor-

respondance, soit près du tiers de tous ceux qui ont été déposés dans les urnes de Melilla lors des précédentes élections de 2019 (34.393).

Dans le détail, le site a rapporté que des sources proches des investigations sont parvenues à déterminer que pour chaque vote, entre 50 et 200 euros auraient été versés.

El Confidencial a conclu, à ce sujet, que c'est le chef de la CPM, Mustafa Aberchan, qui est derrière cette histoire, et ce, après avoir reçu des fonds de la part des services du Makhzen.

"Le souci du vote, c'est qu'il puisse être dirigé contre des partis actuels et avec une nette influence marocaine", tranchent les sources, citées par le média espagnol.

DANS LE DOMAINE DES ÉNERGIES VERTES ET RENOUEVABLES

## L'Africa Investment Forum présente 1,475 milliard \$ de transactions

L'Africa Investment Forum a présenté quatre projets d'énergie renouvelable et de développement durable d'une valeur de près de 1,5 milliard de dollars aux investisseurs en marge des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque africaine de développement.

Les projets sélectionnés, qui proviennent de toutes les régions d'Afrique, sont issus de la réserve de projets de l'Africa Investment Forum. Ils reflètent l'urgence croissante en Afrique, la région du monde la plus vulnérable aux changements climatiques, d'accélérer l'action climatique, notamment en comblant les déficits de financement par l'obtention d'une part toujours plus importante des capitaux mondiaux en faveur du continent. Les Assemblées annuelles 2023 de la Banque africaine de développement ont pour thème « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de

la croissance verte en Afrique ». La table ronde sur l'investissement, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, a attiré un éventail d'investisseurs privés, notamment des sociétés de capital-risque et de capital-investissement. De l'hydroélectricité au recyclage du plastique, les projets verts offrent de nombreuses opportunités sur le continent. Les transactions comprenaient un projet hybride hydrogène/ammoniac en Afrique du Nord qui fournira 400 MW d'énergie renouvelable pour produire — sans émissions de CO<sub>2</sub> — 183 tonnes d'hydrogène par jour pour générer quotidiennement 1 000 tonnes d'ammoniac vert par électro-

lyse. Un investissement supplémentaire de 27 millions de dollars est nécessaire pour que le projet devienne bancable. La deuxième transaction, en Afrique de l'Ouest, est un projet hydroélectrique de 27 MW qui a fait l'objet d'études de faisabilité. Il a également recueilli le soutien financier de plusieurs entités internationales et agences multilatérales de développement. Parmi les avantages prévus, cette transaction permettra de servir 700 000 ménages, de créer 600 emplois directs et indirects pendant la durée de vie du projet et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 81 000 tonnes chaque année.

MOZAMBIQUE

## Le calme revient dans la province du Cabo Delgado pour le projet gazier de TotalEnergies à 20 milliards \$

Un rapport de Jean-Christophe Rufin constate que les actions socio-économiques menées par TotalEnergies et ses partenaires (dont le Rwanda) dans la province du Cabo Delgado ont réduit sensiblement les tensions sécuritaires. La situation humanitaire et sécuritaire s'est améliorée dans la province mozambicaine du Cabo Delgado, où se situe le projet d'un complexe de production de gaz naturel liquéfié (GNL) piloté par TotalEnergies, selon un rapport publié le 23 mai par le groupe pétrolier français. Ce rapport est le fruit d'une mission d'évaluation indépendante de la situation socio-économique, sécuritaire et humanitaire au Mozambique, qui a été confiée par TotalEnergies à Jean-Christophe Rufin, ancien directeur de l'ONG Action contre la faim, ex-ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie et l'un des pionniers du mouvement Médecins sans frontières. Cette personnalité reconnue pour son expertise dans les domaines de l'action humanitaire et des droits humains a mené en janvier et en février 2023 plusieurs missions d'investigations au Mozambique, et plus particulièrement dans province du Cabo Delgado (nord-est). Région pauvre mais riche en ressources gazières, Cabo Del-

gado est depuis fin 2017 en proie à une insurrection menée par le groupe djihadiste « Ahlu Sunna Wal Jamaa », désigné localement sous le nom des « Shebabs ». En avril 2021, TotalEnergies avait suspendu jusqu'à nouvel ordre son projet d'exploitation de gaz naturel pesant 18 milliards d'euros (près de 20 milliards de dollars) après une attaque djihadiste perpétrée à quelques kilomètres de son site dans la région. Le rapport rédigé par Jean-Christophe Rufin souligne de prime abord le « retour à de meilleures conditions de sécurité » et « l'amélioration de la situation humanitaire dans la zone », avec notamment le retour de populations déplacées par le conflit dans la ville de Palma, et dans une moindre mesure dans la ville de Mocimboa Da Praia. La contre-offensive militaire, menée avec la participation décisive de troupes étrangères en particulier rwandaises, a permis la libération des villes occupées par les insurgés. La reprise en main des territoires s'est faite progressivement au second semestre 2021, et les combats qui ont accompagné ces opérations ont conduit à l'éclatement des groupes rebelles en plusieurs unités.

KENYA

## Mise sur le marché d'1 million de smartphones assemblés localement au prix unitaire de 40 \$

Des millions de Kényans n'utilisent pas encore les smartphones, notamment en raison de la cherté de ces appareils. Le gouvernement veut faciliter l'accès des terminaux aux citoyens pour accélérer ses ambitions de transformation numérique. Le gouvernement kényan prévoit de mettre sur le marché un premier lot d'un million de smartphones assemblés localement dans deux mois, a révélé Eliud Owalo (photo), ministre des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces appareils seront vendus à un prix de détail unitaire de 5 484 shillings kényans (environ 40 \$). Cela de-

vrait permettre de favoriser l'accès et l'inclusion numériques. Le ministre a déclaré que les smartphones sont assemblés à Konza Technopolis à Malili, dans le comté de Machakos, mais il n'a pas précisé les entreprises à qui le marché a été confié. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions du gouvernement kényan en faveur de la transformation numérique comme moteur de développement socio-économique. Le Kenya a récemment obtenu un financement d'environ 390 millions \$ de la Banque mondiale pour financer la mise en œuvre de la première phase du projet d'accélération de l'écono-

mie numérique. Cette première phase s'étendra de 2023 à 2028. Elle se concentrera notamment sur l'élargissement de l'accès à l'Internet à haut débit à travers le pays ; la numérisation de l'éducation et de certains services gouvernementaux, ainsi que le renforcement des compétences numériques de la population. Cependant, l'atteinte de ces objectifs sera ralentie par le fait que des millions de Kényans n'utilisent pas de smartphones. Selon les statistiques de l'Autorité des Communications (CA), le Kenya compte 29,7 millions de smartphones actifs, soit 46,9% des 63,3 millions de téléphones mobiles

connectés au réseau. Les mêmes statistiques indiquent que le taux de pénétration des smartphones est de 60,2% contre 68,1% pour les feature phones. Toutefois, les chiffres réels sont moins importants, car certaines personnes utilisent plusieurs téléphones. « Nous sommes conscients que la crise de l'accessibilité des appareils intelligents est un obstacle potentiel à la capacité des citoyens à exploiter tout le potentiel de ce secteur et nous avons activement engagé les parties prenantes des secteurs privé et manufacturier à produire des smartphones à bas prix », a déclaré M. Owalo.

POUR BÉNÉFICIER D'UN PROGRAMME D'AIDE DU FMI

## L'Éthiopie doit obtenir des assurances de financement de ses créanciers

Bien qu'elle n'ait pas fait défaut sur le paiement de sa dette, l'Éthiopie a demandé, début 2021, une restructuration de sa dette extérieure au titre du Cadre commun du G20. Mais les négociations ont patiné, en raison notamment du conflit qui a éclaté dans la région du Tigré.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, que l'approbation d'un nouveau programme d'aide en faveur de l'Éthiopie nécessite l'obtention par ce pays de la corne de l'Afrique de garanties de financement de la part de ses créanciers.

« Tout accord sur un nouveau programme entre le FMI et l'Éthiopie nécessiterait des engagements clairs de la part des partenaires de développement et des garanties de financement de la part des créanciers au titre du cadre commun du G20 », a déclaré la porte-parole de l'institution, Julie Kozack, lors d'une conférence de presse tenue à New York.

« Le Fonds salue les progrès accomplis dans le rétablissement d'une paix durable dans ce pays ainsi que le programme de réformes économiques mis en place par les autorités », a-t-elle ajouté. L'Éthiopie, dont l'économie a été rudement affectée par le conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré, a officiellement demandé l'assistance du FMI pour financer la reconstruction de ses infrastructures et renforcer ses réserves de change. Une équipe d'experts du Fonds a déjà entamé, fin mars dernier, des discussions avec les autorités éthiopiennes sur un nouveau programme d'aide.

La Banque mondiale et le FMI avaient suspendu en 2021 leur aide à l'Éthiopie après la publication de rapports de l'ONU faisant état de violations des droits de l'homme et de crimes de guerre dans la région du Tigré. Les rebelles tigréens et le gouvernement central ont cependant signé, en novembre 2022, un accord de paix qui prévoit notamment le désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au Tigré et la réouverture des accès à cette région plongée dans une situation humanitaire catastrophique.

La mise en œuvre de cet accord est jusqu'ici sur la bonne voie comme en atteste le retrait du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) de la liste des organisations terroristes et la mise en place d'un gouvernement civil de transition dans cette région située dans le nord du pays.

Même si elle n'a pas fait jusqu'ici défaut sur le paiement de sa dette, l'Éthiopie avait demandé, début 2021, une restructuration de la dette extérieure du pays au titre du Cadre commun du G20. Mais les progrès du processus d'allègement de la dette ont été très lents, en raison notamment du conflit au Tigré.

AU PLUS HAUT DES TENSIONS AVEC LES ETATS-UNIS

# La Chine nomme un nouvel ambassadeur à Washington

Xie Feng, 59 ans, est arrivé à Washington mardi pour prendre le poste d'ambassadeur chinois aux Etats-Unis. Il prend la relève de Qin Gang, promu ministre des Affaires étrangères en décembre 2022. Le nouvel ambassadeur sera au cœur des tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

La Chine a fait son choix pour le remplaçant de Qin Gang, promu en tant que ministre des Affaires étrangères en décembre 2022, au poste d'ambassadeur à Washington. Xie Feng, un diplomate de carrière, prendra la relève de ce poste à fortes responsabilités. L'homme d'Etat chinois est arrivé à New York mardi 23 mai, a indiqué l'ambassade chinoise dans un communiqué.

Le nouvel ambassadeur semble pleinement conscient des tâches qui l'attendent. « A l'heure actuelle, les relations sino-américaines traversent de graves difficultés et sont confrontées à de sérieux défis », a déclaré Xie Feng aux journalistes à l'aéroport, selon le communiqué.

« Je ressens à la fois un glorieux sens du devoir et une lourde responsabilité. Mes collègues et moi-même ferons face aux difficultés, assumerons nos responsabilités et serons à la hauteur de notre mission », a-t-il ajouté.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Chine, Nicholas Burns, a organisé un « dîner d'adieu » pour Xie Feng avant son départ « au moment où nous gérons les relations toujours difficiles entre les Etats-Unis et la Chine », a-t-il fait savoir sur Twitter. « Je me réjouis de travailler avec lui dans ses nouvelles fonctions », a ajouté le diplomate américain.

## Longue expérience dans le ministère des Affaires étrangères

Selon sa biographie officielle, Xie Feng, 59 ans, est originaire de la riche province du Jiangsu (est). Il était jusqu'à présent vice-ministre des Affaires étrangères et représentant du ministère à Hong Kong. Ingénieur de formation, il a travaillé pour les Affaires étrangères depuis au moins 1986, passant notamment une longue période au bureau des affaires nord-américaines du ministère. Il a été en poste deux fois à Washington au début des années



2000 avant de devenir ambassadeur en Indonésie.

## Les tensions sino-américaines au plus haut

Le nouvel ambassadeur de Chine aura un rôle clé dans les relations entre Pékin et Washington. Et pour le moment, ces dernières sont très mauvaises.

A cause des tensions en mer de Chine au sujet de l'indépendance de Taïwan et de l'opposition des deux puissances sur la guerre russo-ukrainienne, Joe Biden et Xi Jinping ont enchaîné une série de sanctions commerciales. Fin 2022, Joe Biden a décidé de limiter les exportations de semi-conducteurs très complexes comme les processeurs vers la Chine. En réponse, Pékin vient d'interdire les semi-conducteurs (moins complexes) de l'entreprise américaine Micron dans toutes les grandes entreprises chinoises. Une véritable guerre économique et commerciale se tient donc entre les deux puissances, Xie Feng aura pour but de maintenir le lien et de mettre en place « un dégel » des relations sino-américaines tel que l'a annoncé Joe Biden dimanche 21 mai.

## DETTE AMÉRICAINE

### La Maison-Blanche n'envisage pas de passage en force constitutionnel

La Maison-Blanche n'envisage pas de recourir au 14<sup>ème</sup> amendement de la Constitution pour passer en force face au risque de défaut de paiement, a assuré mardi 23 mai sa porte-parole. « Cela ne résoudrait pas le problème que nous avons en ce moment », a dit Karine Jean-Pierre à propos de cette stratégie évoquée récemment par le président Joe Biden, qui mène de difficiles discussions budgétaires avec l'opposition républicaine.

## POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION

### L'Argentine lance un billet exceptionnel de 2.000 pesos

Pour lutter contre la flambée des prix à la consommation, le gouvernement argentin a lancé un billet exceptionnel, de 2.000 pesos. Il s'agit du billet dont le montant est le plus important en circulation à ce jour, a annoncé la Banque centrale (BCRA). S'il n'est pas encore dans les mains des Argentins, le billet sera distribué aux banques progressivement dans la semaine.

Lundi, le gouvernement argentin a lancé son plus important billet de banque en circulation, à hauteur de 2.000 pesos. Selon un communiqué de la Banque centrale de la République Argentine (BCRA), ce billet inédit a pour but d'« améliorer le fonctionnement des guichets automatiques et optimiser les flux de liquide ». Objectif affiché, lutter contre l'inflation galopante. Dans les faits, le billet n'a pas encore été mis en circulation. Il sera distribué aux banques progressivement dans la semaine.

Ce billet de 2.000 pesos représente 8,59 dollars au taux de change officiel. En revanche, taux de change informel, celui de référence pour les Argentins, ce billet a pour valeur 4,08 dollars. Couplée à une inflation chronique, qui en avril a atteint 108,8% sur douze mois, la dépréciation du peso est telle qu'en février, au moment de l'annonce du lancement à venir du nouveau billet, celui-ci valait encore 10,25 dollars au taux officiel. Le nouveau billet représente ainsi environ le prix d'achat d'un sandwich et d'une boisson gazeuse dans un établissement de restauration rapide. Jusqu'à présent, la plus grosse coupure en circulation était un billet de 1.000 pesos, lancé en 2017 avec une valeur équivalant à l'époque à 55,5 dollars.

## ROYAUME-UNI

### L'inflation repasse sous la barre des 10%

La hausse généralisée des prix a marqué un ralentissement en avril. Selon l'Office national des statistiques (ONS) britannique, qui a publié ses chiffres ce mercredi, l'inflation s'est établie à 8,7% en avril 2023, sur un an, alors qu'elle culminait au-dessus de 10% depuis août 2022.

Enfin une bonne nouvelle Outre-manche ! L'inflation britannique a nettement ralenti en avril, à 8,7% sur un an d'après la publication de l'Office national des statistiques (ONS) britannique sortie ce mercredi. Un véritable soulagement pour le pays qui connaît son premier mois de baisse de l'inflation sous la barre des 10% depuis août 2022. « Le taux d'inflation a baissé de façon notable alors que les fortes hausses des prix de l'énergie qui avaient été vues l'an dernier ne se sont pas répétées » en avril, a expliqué sur Twitter Grant Fitzner, chef économiste de l'ONS. Pour autant, ce ralentissement est inférieur aux attentes, notamment de la Banque d'Angleterre qui tablait sur une inflation à 8,4% en avril. Et l'inflation britannique reste la plus élevée des pays du G7 sur ce mois. « Les prix sont restés en général nettement plus élevés que ce qu'ils étaient à la même période l'an dernier, avec une inflation des prix alimentaires proche de ses records historiques », a poursuivi Grant Fitzner.

## Les prix de l'alimentation tirent toujours l'inflation

Les prix dans l'alimentation ont augmenté, en effet, de 19% en avril (0,1 point de moins qu'en mars), et l'infla-

tion dans ce domaine évolue depuis plusieurs mois à un niveau record en plus de 45 ans au Royaume-Uni. L'ONS relève aussi des hausses de prix marquées pour « les voitures d'occasion et les cigarettes ».

Le Fonds monétaire international (FMI) se veut néanmoins optimiste. La veille, il a révisé à la hausse ses prévisions pour l'économie britannique cette année, notamment grâce à une inflation qui devrait baisser « considérablement » à environ 5% d'ici à fin 2023, et sous 2% d'ici à la mi-2025, selon l'institution.

## Le Royaume-Uni devrait échapper à la récession en 2023

Du côté de la croissance, après avoir échappé à la récession en 2022, l'économie britannique devrait l'éviter aussi en 2023. Le FMI s'attend désormais à un Produit intérieur brut (PIB) pour le Royaume-Uni en hausse de 0,4% pour l'ensemble de 2023, alors qu'il prévoyait dans ses projections publiées en avril une baisse de 0,3%.

« Soutenue par une demande résiliente dans le contexte de la baisse des prix de l'énergie, l'économie britannique devrait éviter une récession et maintenir une croissance positive en 2023 », a affirmé le FMI dans un communiqué publié mardi 23 mai.

Au premier trimestre 2023, le PIB britannique a légèrement augmenté, de 0,1% d'après les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS).

Pour le ministre britannique des Finances, le rapport du

FMI « montre une grande amélioration des prévisions de croissance du Royaume-Uni et reconnaît notre action pour rétablir la stabilité et maîtriser l'inflation ». « Si nous nous en tenons à notre plan, le FMI confirme que nos perspectives de croissance à long terme sont plus fortes qu'en Allemagne, en France et en Italie », a fait valoir Jeremy Hunt dans un communiqué.

## Un optimisme prudent au sein de la zone euro

Ailleurs en Europe, l'heure est également à un optimisme...prudent. Le 15 mai dernier, la Commission européenne a ainsi relevé ses prévisions de croissance économique pour 2023 en zone euro (les vingt pays à avoir adopté la monnaie unique) tout en mettant en garde contre une inflation plus élevée que prévu. Dans le détail, Bruxelles mise désormais sur une croissance du PIB de 1,1% en 2023 (soit +0,2 point par rapport à la précédente prévision de mi-février), puis de 1,6% en 2024 (+0,1 point). Même tendance pour l'ensemble de l'UE, dont la croissance est désormais annoncée à 1% (+0,2 point) en 2023, puis 1,7% (+0,1 point). En revanche, la prévision d'inflation pour 2023 a, elle, été revue à la hausse à 5,8% (+0,2 point) en zone euro et 6,7% dans l'UE (+0,3 point). La Commission européenne table donc sur son maintien à un niveau élevé après le pic atteint l'an dernier, en particulier pour l'inflation sous-jacente (excluant l'énergie et l'alimentaire), à même de « restreindre le pouvoir d'achat des ménages ».

## USA

**Le dollar se renforce, la livre se stabilise.**

Le dollar grimpeait mardi 23 mai tout près de son plus haut niveau du mois face aux principales monnaies, dopé par les tensions sur la question de la dette américaine tandis que la livre se stabilisait après avoir été lestée par un indicateur décevant.

Vers 20h30 heure française, le dollar gagnait 0,31% à 1,0780 euro, revenant à son pic de deux mois datant du 18 mai. Le Dollar Index avançait de 0,28% à 103,48 points. La livre quant à elle se stabilisait ne cédant plus que 0,14% face au dollar à 1,2420 dollar après s'être repliée à 1,2385 dollar, un niveau plus vu depuis le 21 avril.

Evoquant la montée du dollar, Shaun Osborne, stratège en chef pour le Forex chez Scotiabank, soulignait «le changement de direction des rendements américains intervenu ces dernières semaines du fait de commentaires plus agressifs de la part de membres de la Fed mais surtout à cause des inquiétudes à propos du plafond de la dette».

«Ce différentiel dans les rendements joue en faveur du dollar», a ajouté l'expert. «Le marché veut juste acheter du dollar et cela va continuer à être un peu chaotique à court terme car je crois qu'on n'aura une résolution sur la dette qu'à la dernière minute», a encore estimé M. Osborne.

**... Wall Street termine en baisse, nervosité sur la crise de la dette**

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi 23 mai, alors que l'inquiétude pointe à Wall Street quant à la possibilité d'un défaut des Etats-Unis sur leur dette, sur fond de politique monétaire américaine toujours ferme.

Le Dow Jones a relâché 0,69%, l'indice Nasdaq a perdu 1,26% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 1,12%.

## CHINE

**Les Bourses chinoises dans le rouge à l'ouverture**

Les Bourses chinoises étaient en recul mercredi 24 mai dans les premiers échanges, dans le sillage de Wall Street, sur fond d'inquiétudes autour des négociations américaines sur le délicat compromis budgétaire.

À Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,78% à 19.279,39 points.

À Shanghai, l'indice composite perdait 0,26% à 3.237,70 points, tandis que la place de Shenzhen était aussi dans le rouge, baissant de 0,32% à 2.012,33 points.

## MARCHÉ

**Mouvement de repli sur les bourses européennes**

*Un souffle baissier s'abat ce matin sur les places boursières européennes, où Francfort, Paris et Londres cèdent entre 1,3 et 1,5%, au lendemain d'une séance qui aura vu Wall Street terminer en rouge (-1,1% pour le S&P et -1,3% pour le Nasdaq), ce qui n'a pas rassuré les investisseurs.*

*'Le débat sur le plafond de la dette continuait de montrer des signes de difficultés. Joe Biden et Kevin McCarthy ont tous deux fait preuve d'optimisme quant à une solution finale, mais l'impasse a fait baisser le marché', analyse Wells Fargo.*

**O**utre les craintes au sujet du plafond de la dette américaine, les investisseurs n'ont guère apprécié mardi les indices PMI composites parus en cours de séance, celui de la France ayant ainsi reculé d'un point à 51,4 pour le mois en cours.

Aucune donnée macroéconomique n'est prévue ce jour en France, mais dans le courant de la matinée, on a pris connaissance des chiffres de l'inflation au Royaume-Uni pour le mois dernier.

L'indice des prix à la consom-

mation (IPC) du Royaume-Uni a augmenté de 8,7% au cours de la période de 12 mois se terminant en avril 2023, soit un taux annuel en nette baisse par rapport à celui de 10,1% observé en mars, selon l'office national de statistiques.

Toujours sur le front des statistiques, traduisant un net refroidissement du climat des affaires en Allemagne, l'indice Ifo est tombé à 91,7 points en mai, contre 93,4 points en avril, soit sa première baisse après six hausses mensuelles consécutives.

'Cette évolution a été motivée

par des attentes beaucoup plus pessimistes. Cependant, les entreprises étaient également un peu moins satisfaites de leurs activités actuelles. L'économie allemande est sceptique quant à l'été', précise l'institut de recherche.

Dans l'actualité des valeurs, Holcim fait part de l'acquisition de Besblock, présenté comme l'un des principaux fournisseurs de matériaux préfabriqués pour l'industrie de la construction des Midlands au Royaume-Uni, avec deux usines de fabrication à Telford.

Marks & Spencer a annoncé au-

jourd'hui ses résultats annuels pour l'exercice clos au 1er avril. La société affiche un bénéfice avant impôts et éléments d'ajustement en baisse de 7,8% à 482 millions de livres, inférieur aux 523 millions de livres affichés en 2021/22.

Par ailleurs, Kingfisher a fait état d'un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de livres sterling, (+0,8%, publié et de -2,0% à taux de change constant) au titre du 1er trimestre. La croissance des ventes à périmètre constant est de -3,3% incluant un impact calendaire de -0,5%.

## BOURSE DE PARIS

**Le CAC 40 s'enfonce dans le rouge dans le sillage de Wall Street**

**A**u lendemain d'un recul de plus de 1,3% vers 7379 points, le CAC40 débute la séance à nouveau dans le rouge, en repli d'environ 1,6% vers 7260Pts, la clôture en berne de Wall Street mardi soir n'étant pas faite pour rassurer les investisseurs.

'Le débat sur le plafond de la dette continuait de montrer des signes de difficultés. Joe Biden et Kevin McCarthy ont tous deux fait preuve d'optimisme quant à une solution finale, mais l'impasse a fait baisser le marché', pointe Wells Fargo.

Outre les craintes au sujet du plafond de la dette américaine, les investisseurs n'ont guère apprécié mardi les indices PMI composites parus en cours de séance, celui de la France ayant ainsi reculé d'un point à 51,4 pour le mois en cours.

Aucune donnée macroéconomique n'est prévue ce jour en France, mais dans le courant de la matinée, on a pris connaissance des chiffres de l'inflation au Royaume-Uni pour le mois dernier et de l'indice Ifo en Allemagne.

L'indice des prix à la consommation (IPC) du Royaume-Uni a augmenté de 8,7% au cours de la période de 12 mois se terminant en avril 2023, soit un taux annuel en nette baisse par rapport à celui de 10,1% observé en mars, selon l'office national de statistiques.

Traduisant un net refroidissement du climat des affaires en Allemagne, l'indice Ifo est tombé à 91,7 points en mai,

contre 93,4 points en avril, soit sa première baisse après six hausses mensuelles consécutives.

Dans l'actualité des valeurs, Renault et Valeo ont annoncé mardi soir la conclusion d'un partenariat portant sur le développement de l'architecture électrique et électronique des prochaines générations de véhicules du constructeur au lo-sange.

Publicis a annoncé pour sa part l'acquisition de Publicis Sapien AI Labs, une coentreprise de recherche et développement en intelligence artificielle (IA) lancée en 2020 en partenariat entre Publicis Sapien, Elder Research et Tquila. Michelin indique ce matin que TBC, un distributeur de pneumatiques basé aux États-Unis qu'il opère conjointement avec Sumitomo, a conclu un accord visant à céder son portefeuille de magasins de détail à Mavis Tire Express Service.

Société Générale annonce la mise en place de sa nouvelle équipe de direction dirigée par son directeur général Slawomir Krupa, composée de deux directeurs généraux délégués, Philippe Aymerich et Pierre Palmieri, ainsi que d'un comité exécutif nouvellement créé.

TotalEnergies annonce avoir pris une participation de 20% au capital de Ductor, une start-up finlandaise ayant développé une technologie innovante pour traiter les déchets organiques à forte teneur en azote, comme les effluents de volaille.

## JAPON

**La Bourse de Tokyo ouvre en baisse, rattrapée par des soucis mondiaux**

**L**a Bourse de Tokyo poursuivait mercredi 24 mai au matin son mouvement de repli entamé la veille, alors que la crise de la dette américaine n'était toujours pas réglée et que Wall Street a nettement reculé mardi. L'indice vedette Nikkei perdait 0,48% à 30.810,36 points vers 01H00 GMT mais l'indice élargi Topix était quasi stable (-0,08% à 2.159,72 points).

Après huit séances de hausse d'affilée et de nouveaux sommets inédits depuis 1990, la Bourse de Tokyo a finalement été rattrapée depuis mardi par les problématiques mondiales du moment: menace de plus en plus pressante d'un défaut de paiement des Etats-Unis, montée des tensions avec la Chine sur les semi-conducteurs et nouveaux signes du ralentissement économique mondial.

**SoftBank Group dégradé par S&P**

L'action SoftBank Group perdait 1,1% à 5.123 yens. L'agence de notation financière

Standard & Poor's a abaissé mardi d'un cran sa note sur la dette de long terme du groupe, de BB+ à BB, l'enfonçant ainsi encore un peu plus dans sa catégorie des investissements spéculatifs. «Le risque lié aux actifs du portefeuille d'investissement de SoftBank Group augmente plus que nous ne l'avions supposé, et sa liquidité et solvabilité resteront probablement très affaiblies au cours de l'année à venir», a justifié S&P.

SoftBank Group a subi sur son exercice annuel écoulé 2022/23, achevé le 31 mars, une nouvelle énorme perte nette (équivalente à 6,6 milliards d'euros environ), et la déroute aurait été bien pire sans la vente d'une grosse tranche de ses titres Alibaba en cours d'exercice. «Au cours de l'année écoulée, notre gestion financière strictement défensive a renforcé notre position financière comme jamais auparavant. Il est extrêmement regrettable que notre solidité financière n'ait pas été correctement évaluée» par S&P, a promp-

tement réagi SoftBank Group dans un communiqué.

**Du côté des devises et du pétrole**

Le yen s'appréciait légèrement face au dollar, qui valait 138,48 yens vers 01H00 GMT contre 138,59 yens mardi à 21H00 GMT. L'euro s'échangeait pour 149,20 yens contre 149,26 yens la veille. Et la monnaie européenne se négociait pour 1,0773 dollar contre 1,0770 dollar mardi à 21H00 GMT.

Le marché du pétrole poursuivait sa remontée mercredi matin en Asie, à la suite de l'avertissement de l'Arabie saoudite contre ceux qui spéculent sur une baisse des cours, ce qui pourrait être le signe que les pays de l'Opep+ envisagent de réduire encore davantage leur production d'or noir pour soutenir les prix. Après 00H50 GMT le baril de WTI américain gagnait encore 1,15% à 73,75 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 1,07% à 77,66 dollars.

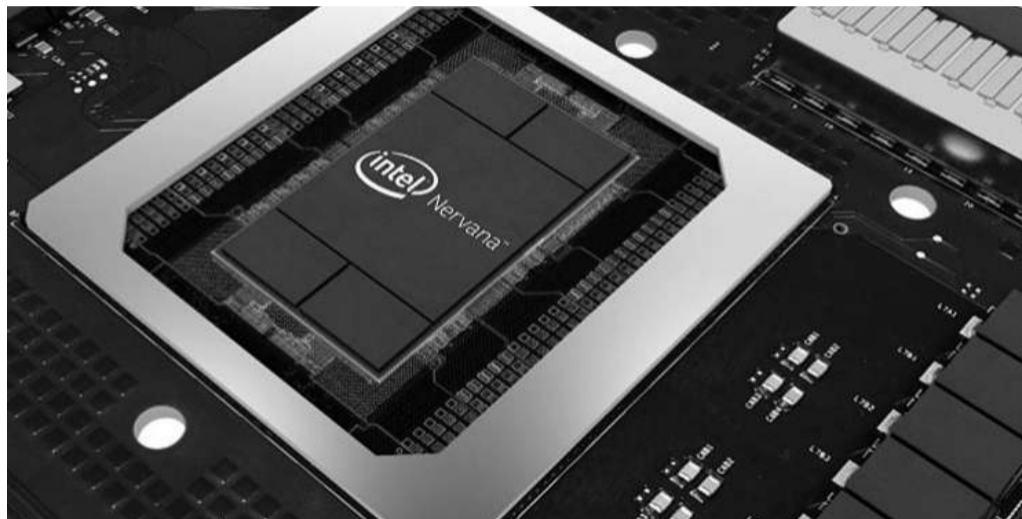
FALCON SHORES

# Intel annonce une nouvelle puce dédiée à l'intelligence artificielle

Intel ne compte pas laisser passer le juteux marché de l'intelligence artificielle. Le constructeur vient d'annoncer sa puce Falcon Shores dédiée au calcul intensif, dont l'architecture a été revue pour se concentrer sur les IA génératives.

Cette semaine a lieu la conférence ISC High Performance 2023, un événement dédié aux professionnels du secteur du calcul intensif (High Performance Computing, ou HPC). Intel en a profité pour présenter certains produits pour faire face à Nvidia et AMD, dans un marché hautement concurrentiel et de plus en plus tourné vers l'intelligence artificielle.

Intel accuse un retard important dans les processeurs spécialisés dans l'IA, un marché que Nvidia domine grâce à ses processeurs graphiques. Pour y faire face, le constructeur a décidé de revoir l'architecture de ses puces Falcon Shores. Initialement prévues comme étant un mélange de cœurs à base de processeurs (CPU) et



de processeurs graphiques (GPU), les puces ne contiendront désormais que des cœurs graphiques.

Un nouveau supercalculateur de plus de 2 exaflops. Ces nouvelles puces seront adaptées au calcul intensif, et

surtout à l'intelligence artificielle, dont les grands modèles de langage comme ChatGPT, grâce aux formats de calcul en virgule flottante FP64, BF16 et FP8. Elles prendront en charge jusqu'à 288 gigaoctets de mémoire HBM3 avec une

bande passante maximale de 9,8 téraoctets par seconde. Cela leur permettra de concurrencer les puces Nvidia H100 Hopper qui disposent de seulement 80 gigaoctets de mémoire vive.

## La réalité augmentée et ses applications



Le monde de la réalité augmentée est en pleine ébullition. Les projets et innovations se multiplient et deviennent stratégiques pour les fabricants.

Les plus grandes entreprises high-tech se sont même emparées du phénomène. L'objectif : faire entrer le monde virtuel dans notre quotidien à l'aide d'objets connectés tels que les Google Glass par exemple.

Dans le film Terminator II, le cyborg T1000 venu du futur et interprété par Arnold Schwarzenegger voyait des informations se superposer au monde réel qui l'entourait. Le réalisateur James Cameron donnait ainsi un avant-goût d'une application devenue aujourd'hui réalité dans de nombreux secteurs. Certains projets ont fait figure de pionniers en matière de réalité augmentée. C'est le cas, par exemple, des lentilles de Babak Parviz, qui a ensuite dirigé le développement du projet Google Glass.

### La réalité augmentée : des finalités professionnelles

La réalité augmentée superpose une image sur la vision qu'a l'utilisateur de

son environnement. Le monde professionnel sollicite cette technologie dans de nombreux domaines comme ceux de l'industrie, de la médecine, du loisir... La réalité augmentée permet l'accès à des données adaptées à la situation par des moyens d'interaction simples et intuitifs. On notera aussi qu'en plus de la vue, cette technologie peut s'appliquer à d'autres sens comme l'ouïe et le toucher.

### La réalité augmentée aujourd'hui

Dans ce dossier, nous allons aborder la réalité augmentée dans différents domaines. Aujourd'hui, par exemple, ce principe est utilisé en médecine pour épauler les chirurgiens lors des opérations. La réalité augmentée est également présente dans le domaine de la défense, sur le théâtre d'opérations militaires. Elle pourrait nous faciliter la vie en nous permettant de manipuler des images 3D et même en nous aidant à conduire plus prudemment... Ces innovations de la réalité augmentée pourraient bien bouleverser notre quotidien.

## ENTRE LES ÉCRANS AMOLED ET LCD Quelle est la différence

Les fiches techniques des téléviseurs et des smartphones sont souvent bien obscures, notamment en ce qui concerne les technologies d'écran. Que se cache-t-il derrière les appellations AMOLED, LCD TFT ou IPS ? Voici nos explications.

Qu'il s'agisse de choisir un smartphone, un téléviseur ou un moniteur informatique, la qualité de l'écran est l'un des critères primordiaux.

### La technologie de l'écran AMOLED

L'écran AMOLED (Active-Matrix Organic Light-Emitting Diode) ou « matrice active Oled » reprend le principe technique de l'écran LCD au niveau du contrôle individuel des pixels mais en éliminant le rétroéclairage. Les cristaux liquides sont remplacés par des diodes électroluminescentes organiques qui produisent leur propre lumière sous l'effet d'un courant électrique. Ce type d'écran se caractérise par l'intensité de ses couleurs, la profondeur de ses noirs (car les pixels sont alors éteints) et le haut niveau de contraste.

Par ailleurs, l'absence de rétroéclairage réduit la consommation d'énergie par rapport à un écran LCD et permet de fabriquer des dalles dont la finesse est inférieure à 5 millimètres. Le temps de réponse étant très court (moins de 0,1 milliseconde), les dalles AMOLED ne produisent pas d'effet de rémanence et offrent une fluidité idéale pour les jeux vidéo.

Voilà pour les avantages, mais il y a aussi des inconvénients non négligeables. Les écrans AMOLED sont beaucoup plus chers à produire car il faut éviter toute présence d'humidité durant le processus de fabrication. De plus, leur durée de vie est encore largement perfectible (environ 40.000 heures) par rapport au LCD, notamment en raison de la dégradation des sous-pixels bleus.

Supérieur au LCD sur de nombreux points, l'écran AMOLED est handicapé par un coût de production encore trop élevé et une durée de vie plus courte. © AlexLMX, Shutterstock  
Quelle est la différence entre un écran LCD TFT et IPS ?

Un écran LCD se compose de cellules emplies de cristaux liquides qui sont illuminés par un rétroéclairage tandis que des filtres se chargent de définir les couleurs. Chaque pixel d'un écran est composé de trois sous-pixels rouge, vert et bleu. Il existe deux catégories d'écran LCD

## LE GÉNÉRATEUR SOLAIRE D'ENTRÉE DE GAMME JACKERY EXPLORER 500 Il est à -30% en ce moment !

Les beaux jours arrivent ! Et avec eux, l'envie de partir à l'aventure ! En camping, ou en randonnée, les générateurs solaires peuvent nous sauver de plusieurs solutions délicates : un téléphone portable en panne de batterie, un appareil photo déchargé... bref avoir un générateur solaire peut être utile !

Cette solution d'alimentation portable compacte et puissante vous offre une source d'énergie fiable pour recharger vos appareils électroniques où que vous soyez. Cette centrale électrique portable au lithium de 518Wh et l'un des générateurs les plus légers et les plus portables du marché. Que ce soit pour recharger votre drone, votre téléphone ou votre ordinateur, le Jackery Explorer 500 et facilement transportable : léger et compact, vous pourrez l'emporter partout avec vous. Il dispose d'une sortie CA, de 3 ports USB-A, de 2 ports CC et d'un port voiture pour faire fonctionner des appareils de faible à forte puissance, notamment un mini-frigo ou une télévision. Pour le recharger, rien de plus simple. Il existe plusieurs façons de le recharger : via un panneau solaire (Jackery en propose également, vendu séparément), une prise murale ou une sortie 12V de votre véhicule par exemple.

### Conçu pour être durable

Le Jackery Explorer 500 est construit pour durer. Fabriqué avec des matériaux de qualité supérieure, il est résistant aux chocs et aux intempéries, ce qui en fait un compagnon fiable même dans les conditions les plus exigeantes. Sa batterie lithium de haute performance garantit une alimentation constante et fiable pour vos appareils électroniques.

# MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

## Grille 1

### Horizontalement

1 Elles parcourent de longues distances en campagne. 2 Cet arbre borde parfois les chemins. - A le cran (de). - Personnel. 3 Tel un soulier bien abîmé. - Mois propice aux grandes balades en famille. - Radio frontalière. 4 Permet de mener le cheval. - Verte république. 5 Sur la boussole. - Elle soigne ses chevaux. 6 Personnel. - Comme un fruit aigre. 7 Perdis ta respiration pour avoir trop couru (T). 8 Centre de faïencerie du Loiret. 9 Prirent une certaine allure. 10 Il doit être bien chaussé pour les longs périple sur les chemins. 11 Se produit parfois sous le talon du marcheur. - Offre le choix. 12 Equipement du cheval.

### Verticalement

1 Epoque secondaire. 2 Baguettes de chimiste. 3 Jeune volonté. - Provient. 4 Titre d'anoblissement. - Prière. 5 Certains docteurs. - Agent secret. 6 Personnel. - Préposition. - Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts. 7 Cachera. - Ile ou fleuve. 8 Coule en Suède. - Poète français. 9 Braverait. 10 Séparasses le sucre des mélasses.

## Grille 2 Muette

### Horizontalement

1 Elles parcourent de longues distances en campagne. 2 Cet arbre borde parfois les chemins. - A le cran (de). - Personnel. 3 Tel un soulier bien abîmé. - Mois propice aux grandes balades en famille. - Radio frontalière. 4 Permet de mener le cheval. - Verte république. 5 Sur la boussole. - Elle soigne ses chevaux. 6 Personnel. - Comme un fruit aigre. 7 Perdis ta respiration pour avoir trop couru (T). 8 Centre de faïencerie du Loiret. 9 Prirent une certaine allure. 10 Il doit être bien chaussé pour les longs périple sur les chemins. 11 Se produit parfois sous le talon du marcheur. - Offre le choix. 12 Equipement du cheval.

### Verticalement

1 Mouvement de la voiture. - Facteur sanguin. 2 Telles des places de voiture. - Rossa. 3 Fille de la famille. - Devant Paulo au Brésil. - On y trouve des randonneurs. 4 Préposition. - Cri de charretier. - La mouche du coche. 5 Non écrite. - Sigle laitier. - Possessif. 6 Le côté du navire frappé par le vent. - Le Rouge découvrit le Groenland. 7 Bien lacée. - Celui du cheval porte bonheur, dit-on. - La thermie. 8 De l'été. - Utile au chevalier, inutile au cavalier. 9 L'Europe. - Etait île. - Peuple de Côte d'Ivoire et du Ghana. 10 Permet au voyageur solitaire de trouver le voyage moins long. 11 Cardinal. - Bien appris. - Aptitude. 12 Préparerons le cheval. - Note désuète.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

## Grille 3

### Horizontalement

1 Qui tire sur le rouge. - Le californium. 2 Il peut être gris, jaune ou rouge. - Il serpente dans la campagne. - Ses fleurs sont souvent rouges ou roses. 3 Branche-mère de l'Oubangui. - Ordre donné au Béret rouge. - Le fit tellement qu'il en laissa la peau rouge. 4 Ses fleurs rouges ornent le balcon. 5 Préposition savante. - Elle a dû manger des coquillots. - Connue pour son énorme tronc. 6 Près du do. - Le chlore. - Il rend les yeux rouges. 7 Elles ne sont ni rouges, ni jaunes. - Le grand pouvait avoir un cadre rouge. 8 Pris du plaisir. - Le thallium. - Empourprés. 9 Dans les Hautes-Alpes. - Relatif au raisin. - Elle porte parfois des titres rouges. 10 Pris avant le saut. - Lac d'Italie. 11 Coiffe certaines voyelles. - Donna des couleurs, dont le rouge. 12 On compte les points noirs sur ses ailes rouges.

### Verticalement

1 Le nom de cet oiseau décrit une particularité physique. 2 Ces lisières rougissent en automne. - Pont de Venise. 3 Le lawrencium. - Disque rouge au-dessus du Nil. - De la verdure dans la ville. 4 Equipaient un voilier. - Toujours suivi de plus ultra. 5 Attrapé. - Fait pleurer la geisha. - Colle. - 2ème sous-sol. 6 Soldat d'Outre-Atlantique. - Pour montrer le rouge. - Il a écrit L'écume des jours. 7 Feras rougir. 8 La moitié d'une rose. - Possessif. - Est rouge le matin et le soir. 9 Le 1er à rougir. - Club sportif. - Il soigne des oreilles rouges. 10 Technique de poète. - Au milieu des ciguës. - C'est-à-dire. 11 Ses fruits peuvent donner du vin rouge. - Ce lapin blanc a les yeux rouges. 12 Petit fruit rouge. - Rouge, c'est un coeur ou un carreau.

VOLKSWAGEN TOUAREG RESTYLÉ (2023)

## Le cousin "abordable" du Cayenne est toujours là

Le haut de gamme de Volkswagen s'offre un petit restylage après cinq ans de carrière. En France, il conservera son puissant moteur hybride rechargeable.

Lorsque le tout premier Porsche Cayenne est arrivé sur le marché en 2002, il reposait sur un châssis très proche de celui du Volkswagen Touareg lancé au même moment. Cela n'a jamais changé depuis, les gros SUV de luxe du groupe Volkswagen partageant tous leurs dessous. Que vous preniez un Touareg, un Audi Q7, un Porsche Cayenne, un Bentley Bentayga ou même un Lamborghini Urus, tous ces engins reposent actuellement sur la plateforme MLB Evo dans sa version « SUV ».

A l'arrière, il y a désormais un long bandeau lumineux. Le modèle le plus abordable et grand public de cette famille de SUV de luxe vient de passer par la case restylage. Commercialisé en 2018, le Volkswagen Touareg de troisième génération adopte une face avant modifiée et une poupe également redessinée, avec l'apparition d'un bandeau de feux courant sur toute la largeur de l'auto. La calandre s'agrandit



et les optiques s'équipent en option d'un éclairage matriciel ultrasophisticé (avec près de 20 000 LED par bloc). A l'intérieur, la planche de bord ne change quasiment pas mais la technologie s'améliore notamment au niveau du système d'info-divertissement et de la résolution des écrans. L'intérieur n'évolue que très

peu mais progresse en technologie.

### Plus de V8

Jadis commercialisé avec un V10 diesel dans sa première mouture, le Touareg abandonne définitivement le V8 de la précédente version et ne conserve plus que des moteurs V6 essence et diesel. En France, il n'était déjà plus dis-

ponible qu'avec les versions eHybrid rechargeables et ce sera aussi le cas de cette nouvelle variante restylée. Le groupe motopropulseur composé d'un V6 essence de 3,0 litres et d'un moteur électrique, fournissant une puissance maximale de 381 ou 462 chevaux en version R, reste à ce niveau de puissance dans sa version la plus vélocé.

OPEL

### La firme dévoile la nouvelle Corsa 2023 restylée

La nouvelle Opel Corsa arrive dès cette année. Encore plus affirmée, encore plus émotionnelle, encore plus intuitive à utiliser et dotée de toutes nouvelles motorisations électriques et hybrides, la nouvelle venue marque une forte évolution de la proposition traditionnelle d'Opel dans le segment des citadines.

En premier lieu, la nouvelle Corsa séduit par son nouveau design. Elle adopte en effet la face avant caractéristique de la marque, l'Opel Vizzor, et le lettrage Corsa implanté fièrement au centre du hayon arrière. Par ailleurs, la citadine allemande permet de rouler encore plus détendu grâce à l'apport de nouvelles technologies. En option, la nouvelle Corsa propose un tableau de bord tout numérique basée sur la plateforme Snapdragon Cockpit de Qualcomm Technologies1 : elle s'enrichit d'un nouveau logiciel et d'un écran tactile couleur pouvant atteindre 10 pouces. L'éclairage matriciel non éblouissant Intelli-Lux LED\*, que la Corsa a inauguré dans le segment des citadines en 2019, bénéficie lui aussi d'améliorations qui le rendent encore plus performant : il dispose désormais de 14 segments à LED. La dernière itération du best-seller des citadines bénéficie également de la high tech sous le capot. La Corsa Electric dispose désormais de plus de puissance et d'une batterie améliorée permettant une autonomie de 402 kilomètres selon la norme WLTP2. D'autres motorisations sont également nouvelles. La Corsa est la première Opel disponible en version hybride avec un système 48 volts. La nouvelle Corsa offre donc à ses clients un choix de motorisations allant du 100% électrique à l'hybride, en passant par des moteurs thermiques particulièrement sobres. Une offre inégalée sur ce segment.

POUR LE TESLA CYBERTRUCK

## Ça se complique encore

L'incroyable pick-up électrique de Tesla devrait coûter bien plus cher que prévu initialement. Son volume de production reste également un mystère pour l'instant. Le Tesla Cybertruck dans sa forme conceptuelle. Tout le monde attend avec impatience de voir ce que donnera la version définitive du Tesla Cybertruck. Le premier pick-up de la marque, qui a fait sensation en 2019 lors de sa présentation officielle dans sa forme conceptuelle, a choqué tout le monde avec son design hors du commun. Initialement annoncé pour une commercialisation dès l'année 2021, l'utilitaire hors normes de Tesla a depuis été repoussé à plusieurs reprises. Compte tenu des défis posés par l'industrialisation d'un engin aussi détonnant, on comprend aisément les raisons de ces retards. Alors que le Cybertruck doit enfin démarrer sa production à la fin de l'année, Elon Musk a donné quelques précisions sur

l'avancée du projet à l'occasion de sa dernière conférence (où il a également montré le profil d'un nouveau modèle). Comme on pouvait s'y attendre, l'objectif initial de prix du Cybertruck ne sera pas respecté. Promis à 40 000 dollars dans sa version de base, le pick-up a coûté beaucoup plus cher que prévu en développement et subit aussi la hausse du coût des matières premières et de

l'énergie. Dans quelles proportions son prix va-t-il augmenter ? Pour l'instant, Elon Musk ne donne aucun chiffre mais il pourrait malheureusement se rapprocher de l'addition d'une Model S plutôt que d'une Model 3 de base. En tout cas que la production du Cybertruck démarre d'abord à petite échelle, avant de pouvoir atteindre théoriquement les 250 000 exemplaires annuels à

rythme de croisière si la demande est au rendez-vous. Si tel était le cas, il se rapprocherait des volumes de production des Ford F-150, Ram et autres Chevrolet Silverado qui dominent toujours le marché des pick-up aux Etats-Unis. Et toujours pas un mot sur l'éventuelle commercialisation du Cybertruck en-dehors de l'Amérique et notamment en Europe...

DANS LE DÉVELOPPEMENT DU SOFTWARE DEFINED VEHICLE

## Renault Group et Valeo signent un partenariat

Renault Group et Valeo annoncent la conclusion d'un partenariat sur le développement de l'architecture électrique et électronique des prochaines générations de véhicules du Groupe. L'architecture du Software Defined Vehicle permettra de proposer des véhicules toujours à jour durant l'ensemble de leur durée de vie et capables d'intégrer des nouvelles fonctionnalités sans modification matérielle. Dans le cadre de ce partenariat, Valeo fournira des composants électriques et électroniques essentiels du SDV, notamment le High-Performance Computer (HPC - calculateur haute performance). Des ingénieurs de Valeo travailleront également près des sites de Renault Group à Guyancourt, Toulouse et Sophia-Antipolis et collaboreront étroitement avec les équipes de Renault Software Factory sur le développement logiciel. Valeo fournira enfin des logiciels applicatifs embarqués, comme l'assistance au parking. Ce nouveau partenariat contribuera à réduire les temps de développe-

ment et les coûts de l'architecture électrique et électronique tout en privilégiant la haute performance, la compatibilité et la sécurité. Complémentaire des accords signés avec Google pour le Car OS, le Cloud et le Digital Twin (jumeau numérique) et Qualcomm pour le Digital Chassis et les System-On-Chip (systèmes sur puces), cette collaboration avec Valeo permet à Renault Group de renforcer sa maîtrise de la chaîne de la valeur du Software Defined Vehicle. Marc Vrecko, Président du Business Group Confort et Systèmes d'Aide à la Conduite de Valeo: «Ce développement conjoint renforce le partenariat historique entre Valeo et Renault Group. Grâce à ce très important contrat, Valeo est fier de collaborer avec Renault Group pour préparer l'avenir du Software Defined Vehicle. Ce partenariat stratégique témoigne d'un engagement fort à repousser ensemble les limites de la technologie automobile pour améliorer l'expérience de conduite et la sécurité des utilisateurs».

## Jinping promet à Moscou son «ferme soutien» sur les «intérêts fondamentaux»

Le président chinois Xi Jinping a promis mercredi 24 mai au premier ministre russe Mikhaïl Michouline en visite à Pékin le «ferme soutien» chinois sur les affaires relevant des «intérêts fondamentaux». Anciens rivaux durant la guerre froide, la Chine et la Russie renforcent leurs relations diplomatiques et commerciales depuis une dizaine d'années, une tendance qui s'est accélérée depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Se disant partie neutre dans le conflit, Pékin appelle au respect de la souveraineté des États, mais n'a jamais condamné publiquement l'opération militaire menée par le président russe Vladimir Poutine depuis février 2022. Le premier ministre russe Mikhaïl Michouline est arrivé lundi en Chine. Il a pris part mardi à un forum économique à Shanghai puis s'est rendu dans la capitale chinoise pour des entretiens avec son homologue Li Qiang et le président Xi Jinping. Il s'agit du plus haut responsable russe à se rendre en Chine depuis le début de l'invasion de l'Ukraine.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 25 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

AMBASSADE D'ALGÉRIE  
À LONDRES

### Récupération d'un pistolet algérien datant du 18ème siècle

Un pistolet algérien incrusté de corail avec étui à silex, datant de la période de l'empire ottoman (XVIIIe siècle), a été récupéré mardi par l'Ambassade d'Algérie à Londres.

Cette pièce historique, longue de 61 cm et œuvre de l'armurier algérien Mohamed Al-Mawhub, est composée d'un canon en acier avec des bandes ciselées sur toute la longueur, retenu par trois bandes d'argent, la serrure et le coq en laiton incrusté et sculpté d'entrelacs végétaux, la crosse et la poignée en bois incrustées d'argent et serties de pièces ovoïdes de corail rouge formant des têtes de fleurs et des vrilles, la détente feuillagée, les fleurons du pontet avec des inscriptions, la baguette avec un fleuron en os.

Le pistolet, qui était présenté à la vente par la maison d'enchères londonienne, "Bonhams", fait partie d'un lot d'armes à feu, fabriquées principalement pour être offertes comme cadeaux diplomatiques sous le règne de Hammouda Ibn Ali, Bey de Tunis (1759-1814).

A l'annonce de la mise aux enchères de ce pistolet, de nombreux membres de notre communauté à l'étranger ont alerté l'Ambassade sur le risque que cette arme ne soit perdue et exprimé leur disponibilité à acquérir la pièce afin qu'elle soit restituée à son authentique propriétaire, le peuple algérien. L'intervention de l'Ambassade d'Algérie à Londres pour acquérir ce pistolet, participe de la détermination de l'Etat à récupérer le patrimoine historique et culturel national détenu à l'étranger. Il faut, enfin, souligner que les pièces historiques de ce type ne sont pas toujours propriété de l'Etat algérien, mais font parfois partie de collections privées.

Le cas d'un autre pistolet à silex incrusté de corail, figurant dans la collection royale britannique des objets d'art, envoyé à George IV, alors prince régent, par le Dey d'Alger en 1819.

MDN

### Saisie de plus de 6 quintaux de kif

Des tentatives d'introduction de quantités de drogues s'élevant à plus de 6 quintaux de kif traité à travers les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 17 au 23 mai en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 83 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 6 quintaux et 42 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc et saisi 236.631 comprimés psychotropes", précise le communiqué. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP "ont arrêté 12 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations".

Selon le même bilan, des détachements de l'ANP "ont, en outre, arrêté à Tamanrasset, In Guezzam et Djanet, 1.028 individus et saisi 20 véhicules, 164 groupes électrogènes, 176 marteaux piqueurs et 4 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de



détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", alors que "19 autres individus ont été arrêtés et deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 7 fusils de chasse, en sus de 11 quintaux de tabacs et 4362 unités de différentes boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national".

Dans le même contexte, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 68268 litres à Taman-

rasset, Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf", alors que "723 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national". "Ces opérations qui ont été exécutées par des unités et des détachements de l'ANP, dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, ont abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne le communiqué du MDN.

DESTINÉE À SERVIR COMME ADJUVANT POUR BÉTON

### Saisie d'une quantité de sucre subventionné

Les éléments de la brigade de protection de l'environnement de la Gendarmerie nationale (GN) à Alger ont saisi une quantité importante de sucre subventionné utilisé comme substitut d'un produit chimique ajouté au béton, a indiqué mercredi un communiqué de ce corps de sécurité.

L'opération, qui intervient dans le cadre de la lutte contre le phénomène de spéculation de produits de large consommation, a été effectuée «suite à des informations confirmées parvenues à la brigade, faisant état d'une entreprise spécia-

lisée dans la production industrielle des produits en béton, dont les propriétaires procédaient à l'acquisition et au stockage du sucre subventionné, utilisé ensuite comme substitut d'un produit chimique ajouté au béton», précise la même source.

«Après parachèvement des procédures légales et saisine du procureur de la République territorialement compétent, il a été procédé, en coordination avec les services de la Direction du Commerce de la wilaya d'Alger, à la perquisition de l'entreprise qui s'est soldée par la saisie de

11.250 kg de sucre, 34.000 litres d'adjuvant pour béton fabriqué à base de sucre, avec l'arrestation de quatre (4) individus impliqués dans cette affaire», a ajouté le communiqué. Les mis en cause seront déférés devant les juridictions compétentes pour «le délit de spéculation illicite sur des produits de large consommation, de réalisation de transactions commerciales en dehors des circuits légaux de distribution, de fraude et non conformité de l'étiquetage du produit», conclut le communiqué. R.E.

Chronique Eco  
d'Anouar  
El Andaloussi

## Les enjeux économiques créent des défis et appellent à l'action

**Aujourd'hui les enjeux économiques du pays, vus comme des risques très forts, sont connus et même exprimés par les pouvoirs publics : la dépendance aux hydrocarbures, la sécurité alimentaire et hydrique, la démographie et l'aménagement du territoire, le capital humain et l'innovation, pour ne citer que les plus importants. Face à ces enjeux, il faut fixer des défis (objectifs, engagement, et résultats), desquels découlent un plan d'actions à moyen et long terme à travers des politiques publiques.**

Les politiques publiques mises en palce sont tournées vers la promotion de la production agricole à travers des incitations sur la mise en valeur des terres, l'amélioration des semences (végétales

et animales) et les systèmes intelligents d'irrigation, économiseurs d'eau ; alors que la transition énergétique bénéficie elle aussi de programmes ambitieux (15 000 Mg Watt). L'Aménagement du territoire bénéficie d'un SNAT actualisé intégrant ces enjeux (épuisement des ressources naturelles, équité territoriale, la crise du rural et les problèmes de l'urbanisation accélérée et de la littoralisation). L'enjeu du capital humain et de l'économie de la connaissance demeure quelque peu en marge de cette dynamique. Le véritable enjeu est toutefois, la diversification de l'économie dans toutes ses dimensions. Celle-ci ne peut être effective que par une politique robuste de réindustrialisation. Seule cette réindustrialisation (aujourd'hui la production industrielle est réduite à 5% du PIB, la proportion la plus faible parmi les pays de la région ou comparables). La

réindustrialisation est la clé pour les autres politiques (développement agricole, transition énergétique, développement de l'innovation...). L'Algérie a besoin d'une politique industrielle solide. En effet, la réindustrialisation du pays ne peut se faire ni de façon mécanique par les seuls effets du marché ou par des incitations budgétaires et/ou fiscales. L'Etat doit afficher sa volonté de réindustrialiser le pays et doit mobiliser les ressources à la fois financières, humaines et surtout institutionnelles. Les modèles de régulation et les mécanismes de financement en place ne sont pas adaptés à la nouvelle économie et surtout aux nouveaux risques. Les énergies renouvelables n'ont pas les mêmes cycles d'investissement et d'exploitation que les autres activités ; il en est de même pour l'agriculture intelligente, saharienne ou oasienne ou littorale. C'est aussi le cas de l'économie de la

connaissance. Il faut des institutions financières appropriées, des institutions de soutien et d'autres de régulation adaptées à la nouvelle configuration industrielle et financière des nouvelles activités. C'est ce qu'on appelle « Une politique industrielle volontariste » qui définit les priorités, la part de la régulation qui revient au marché et celle qui revient à l'Etat. Ni le Marché, ni l'Etat ne sont parfaits pour réguler la nouvelle économie, le tout est dans le positionnement du curseur entre les deux institutions, Etat et Marché. Mais nous avons, souvent, rappelé dans ces chroniques que la principale réforme reste celle de l'administration, sans elle les autres réformes n'auront pas beaucoup de chance d'aboutir et encore moins de produire des effets positifs.